Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 3 JANVIER
N° 340 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire : 56942

Ariège, le pays des hommes et du fer

LIRE EN P.2 LE DÉBUT DE NOTRE ENQUÊTE

1977 : LEURS DIFFICULTES NE SERONT PAS LES NOTRES

LES VŒUX DE GISCARD

C'EST VRAI, NOUS N'Y CROYONS PAS

Voici exactement un an, Giscard nous adressait déjà ses vœux. Voilà ce qu'il disait alors : *«Le ciel de l'économie s'éclaircit. Je souhaite que ce soit à votre avantage, afin que vous viviez mieux en 1976».* Et encore : *«Le progrès économique n'est fait ni pour vous asservir, ni pour vous broyer. Les forces, les forces immenses de l'économie doivent être appliquées à ce qui peut alléger l'effort, améliorer ou préserver le cadre de vie, et faciliter les tâches quotidiennes».*

500 000 francs. 50 millions anciens. C'est ce que les riches oisifs pourront désormais jouer d'un seul coup au casino de Nice, grâce à ces nouvelles plaques qu'il inaugure. Cinquante millions ! De quoi faire vivre une vingtaine de familles populaires une année durant. Et Giscard ose nous appeler à faire des efforts !

Voir p.6

Baisse de la TVA, hausse des prix

LA DROLE DE BAISSE

La deuxième phase du plan Barre est entrée en application depuis le 1er janvier. Elle met un terme à la phase dite de «blocage des prix» qui, dans l'esprit de Barre, devait durer un trimestre. Le gouvernement annonce que cette «libération sera encadrée» pour ne pas provoquer une accélération de la hausse des prix, c'est-à-dire de l'inflation.

Si la publicité va battre son plein autour de ces quelques mesures, une analyse plus serrée montre que cela ne changera pas grand-chose. D'abord, toute une série de hausses sont déjà intervenues : tarifs publics, fournitures scolaires à la rentrée, jouets à l'occasion de Noël. Le gouvernement a beau jeu dans ces conditions d'instaurer leur blocage aujourd'hui. D'autre part, un certain nombre de taxes augmentent : le pouvoir donne lui-même l'exemple en majorant la redevance télévision.

Enfin, c'est seulement le tiers des produits qui est concerné. Des artifices permettent à certaines professions de jouer la hausse. Ainsi à Paris et dans la région parisienne, les bouchers pourront vendre librement de nombreux morceaux à condition qu'ils affichent des «prix chocs» sur certains autres.

Suite p. 6

Helio Cachan en lutte

LES OUVRIERS EXPULSÉS PAR LES FLICS

GREVE DE SOUTIEN DU LABEUR AUJOURD'HUI A L'APPEL DE LA FFTL

Hier matin, les forces de police ont expulsé les travailleurs d'Hélio-Cachan. Ceux-ci occupaient leur usine depuis le 2 juillet 75 (18 mois jour pour jour). Ce sont certainement les méthodes de Giscard pour fêter la nouvelle année.

A 8 h 30, 4 cars de police ont investi l'usine. Les travailleurs de garde ont téléphoné immédiatement au député PCF de la circonscription et à Europe 1 pour que l'information passe sur les ondes. Sur place la mobilisation est encore faible : une trentaine d'ouvriers d'Hélio ainsi que des membres du PCF. Chacun s'active à prévenir les militants.

Suite p.5

PARLEMENT EUROPÉEN

Après la décision du Conseil Constitutionnel

Une dangereuse supranationalité

L'élection du Parlement Européen au suffrage universel, sur laquelle le parlement français va donc se prononcer ce printemps, après la décision du conseil constitutionnel, intervenue le 30 décembre, n'est pas un fait isolé. Elle vient après l'extension des pouvoirs budgétaires de ce même organisme, ratifiée voici quelques semaines par l'assemblée nationale. Plus grave, elle est un nouveau pas dans le sens d'une Europe telle que la décrivait, il y a un an le rapport Tindemans.

Ce texte, soumis à la discussion des pays de l'Europe des Neuf en janvier 76, prévoyait essentiellement que les décisions européennes ne se prendraient pas à l'unanimité, mais à la majorité des pays membres du conseil. Ce qui voulait dire qu'une décision adoptée par la majorité des pays de la CEE deviendrait obligatoire pour un pays qui la refuserait. Jusqu'ici, au contraire, il suffisait qu'un pays y fasse obstacle pour qu'une mesure ne puisse pas être adoptée.

Certes, les conclusions du rapport Tindemans ne sont pas encore entrées dans la vie. Mais que va signifier l'élection du Parlement européen, nouveau style ? Jusqu'ici, au contraire, il suffisait qu'un pays y fasse obstacle pour qu'une mesure ne puisse pas être adoptée.

Jusqu'ici, les parlementaires de cette assemblée n'étaient que des représentants de l'assemblée de leur pays. Désormais, ils vont se trouver élus, à l'échelle européenne, et donc investis d'une plus grande «légitimité» apparente. On aura beau, comme l'a précisément fait le conseil constitutionnel, prétendre que cela n'entraîne pas d'élargissement des pouvoirs de cette assemblée, cela constitue cependant, dans la réalité, un pas dans cette voie.

Suite p.6

Tombé hier, en forêt de Chantilly

AMAURY EST MORT D'UNE CHUTE DE CHEVAL

page 5

CHINE

Sur les dix grands rapports

Voir p.12

ESPAGNE

• Les tribunaux d'ordre public dissous. • Nouveaux affrontements à l'occasion de la loi pour l'amnistie

DEUX MANIFESTANTS TUÉS

A Algorta (près de Bilbao) (Pays Basque) 10 000 spectateurs ont assisté à un match de foot organisé pour financer la campagne en faveur de l'amnistie.

3 000 sont partis en manifestation. La garde civile les a attaqué avec des bombes fumigènes et des balles de caoutchouc, faisant plusieurs blessés.

Voir p. 9

ARIEGE : le pays des hommes et du fer ARIEJO MON PAIS

par Pierre Pujol et Marie Denjean

C'est un tout petit département au fond de la France, à la frontière de l'Andorre et de l'Espagne avec lesquelles les montagnards pratiquent l'échange. La jeunesse est partie pour Toulouse ou Paris, chercher du travail ou suivre des études. En même temps que les forges, les mines ont fermé et les vallées se sont vidées.

***«L'Ariège, c'est le pays des hommes et du fer»,* répétaient les anciens en racontant aux enfants les histoires du temps passé. Le pays des hommes : elle a fourni son lot de postiers de cheminots, de gendarmes et d'instituteurs au pays. Ceux qui restaient devaient résister au climat éprouvant, froid et neigeux, au travail harassant. C'était aussi le pays du fer, de la mine de Rancié et de Seintein, des forges «à la catalane». Les mines de fer ont fermé en 1930 et 1955, sous prétexte qu'elles n'étaient plus «rentables». Le textile, les papeteries, l'usine Creusot-Loire sont toujours là. Dès le début du siècle, Péchiney a installé ses trois usines d'aluminium dans la vallée du Vicdessos. Il y a vingt ans d'ici, le pays était bien plus animé. La vie de chaque village était rythmée par les foires. Le foirail résonnait du meuglement des vaches traînant leurs veaux. Aujourd'hui, il faut aller dans les villes pour retrouver ces foires.**

LES VALLÉES DE L'ARIÈGE ET DU VICDESSOS

En arrivant par la nationale, on trouve d'abord Pamiers, la ville la plus active de l'Ariège, vivant autour de l'usine Creusot-Loire. Dans les cafés trop pleins, les jeunes chômeurs discutent de l'avenir, qui n'est pas brillant pour qui veut rester au pays. Après Pamiers c'est Foix, le chef-lieu du département. Une ville administrative qui regroupe l'essentiel de la bourgeoisie du pays et les employés des bureaux. En passant par Mercus, village reconnaissable à son église perchée sur un piton, Garabet et Bompas, on arrive à Tarascon-sur-Ariège, petite ville dynamique. Le cercle des montagnes se resserre. Entre l'usine d'aluminium qui crache sa noire fumée, la rivière et la montagne, il n'y a qu'un étroit passage pour la route qui monte dans le Vicdessos : une autre usine à Auzat et puis c'est la montagne, ses lacs, ses cascades qui fournissent du courant électrique.

LA VALLÉE DU SALAT ET MASSAT

En remontant le Salat à partir de St-Girons, on trouve à Oust, Seix quelques paysans et leurs troupeaux. Les «montreurs d'ours» reviennent passer les vacances ou la retraite, ayant «gagné des sous en Amérique». Plus haut les arbres disparaissent, on peut monter jusqu'à Salau où la mise de tungstène est en exploitation.

Le village de Massat était plus peuplé que St Girons il y a cent ans. On y descend de tous les hameaux isolés de montagne pour se ravitailler. Après Massat, le port de l'étang de l'Hers est entouré de montagnes couvertes l'été de troupeaux de vaches, chevaux, moutons «aux estives». Les rhododendrons, myrtilles se cachent dans les buissons ras, entre les pierres.

L'hiver, le passage vers la vallée du Vicdessos est fermé par une avalanche ; les fermes isolées vivent repliées sur elles-mêmes tirant leur subsistance du cochon saigné à Noël, des patates ramassées à l'automne.

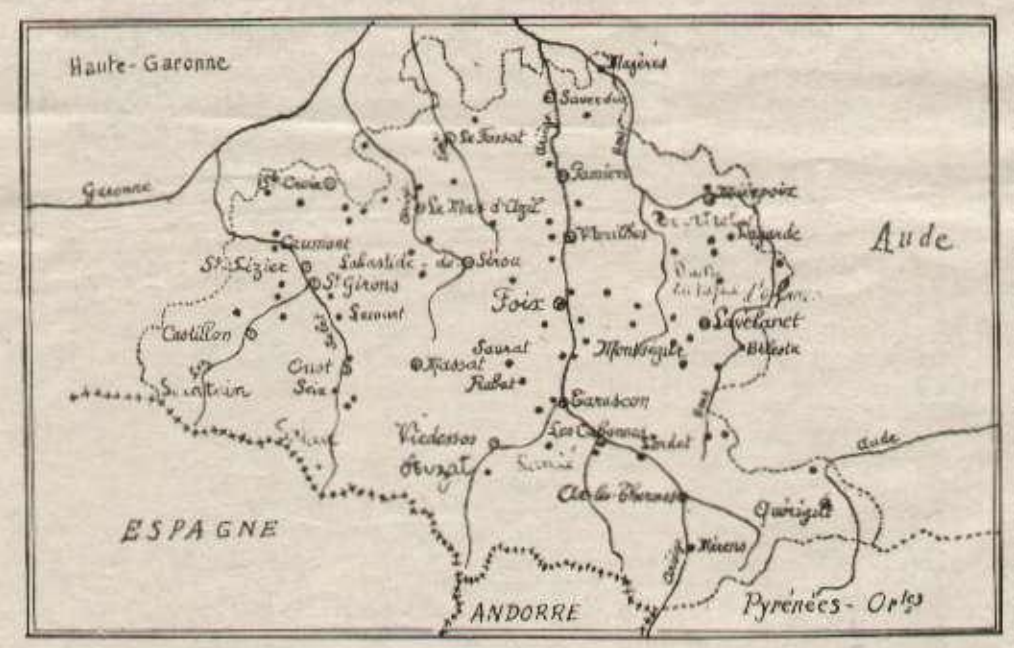
LE COUSERANS, EN VEILLEUSE

Dans la vallée du Lez, le paysage est moins sauvage, les parcelles de terre plus faciles à travailler jusqu'à Castillon, un village qui végète, depuis que les mines de Seintein ont fermé.

Le silence végétal est retombé sur la montage d'Ariège, les vallées de Bethmale, du Riros de Bath longue ne comptent que quelques feux qui s'éteignent en même temps que s'éteignent les vieux.

Là où la montagne s'estompe, dans le pays d'Olmes, le textile qui faisait vivre la région, s'essouffle.

Dans les cafés d'une table à l'autre, les conversations s'échangent, fortes en accent émaillées de patois. Des ouvriers discutent, des élections de 78, des paysans, des Américains, etc... Car la première industrie de l'Ariège, c'est la politique forgée au creuset de son histoire de sa tradition révolutionnaire, de ses luttes.



L'Ariège est pauvre

1795	197 616 habitants
1806	223 000
1820	234 878
1831	253 121
1846	270 535
1851	267 435
1871	246 298
1881	240 601
1901	210 527
1921	172 851
1946	145 956
1954	140 010
1975	135 000 habitants

Un département vieilli, vidé en un siècle de la moitié de sa population où la population active ne cesse de décroître : elle est passée de 63 500 en 1954 à 50 000 en 1974.

L'Ariège est un des dix départements les plus pauvres de France. L'Ariègeois ne dépense pour vivre en moyenne que 75 % de ce que consomment en moyenne les Français. L'Ariège arrive au dernier rang pour la santé ainsi que pour le nombre de crèches (zéro en 74).

Elle est au 79e rang pour le téléphone, au 82e rang pour le réseau routier en densité. De 73 à 75, les chômeurs ont augmenté de 14 %, les licenciements de 117 %.

Le village de Santenac, dans le Haut Vicdessos est passé de 1292 habitants en 1876 à...89 à 1975.

COUSERANS

La mort lente de St Girons

Saint Girons, la ville la plus importante du Couserans, à l'Ouest de l'Ariège, scrute avec angoisse son avenir. Des chômeurs vous en trouvez partout dans les rues, les cafés, n'espérant même plus trouver un travail. Un après l'autre, les petits commerçants ferment boutique faute de clients. Toulouse la capitale régionale proche absorbe la jeunesse de Saint Girons, avale l'avenir de Saint Girons. De sourdes menaces de licenciement planent sur les ouvriers des papeteries, la principale industrie de la ville. Les retraités, nombreux, profitent du soleil pour faire leur promenade. Les rues sont presque désertes. *«Il y a quelques années, il y avait de la vie dans ces rues, c'était autre chose»,* me dit un jeune ouvrier, le regard plein d'amertume. L'année dernière, les patrons ont organisé, avec l'aide des syndicats une journée «Couserans mort». *«Mais, derrière les rideaux baissés, il s'est bien trouvé des patrons pour faire bosser malgré cela leurs ouvriers».*

Car la hantise de l'avenir touche également les petites et moyennes entreprises de la ville, frappées également par la crise. *«Nous étions quinze à sortir du CET, trois ont trouvé du travail, un est monté à Paris, les autres attendent...»* Paradoxalement, on assiste à un début de retour à la campagne des chômeurs qui ne peuvent plus nourrir leur famille en ville. *«Je connais une famille qui vit avec six gosses, six vaches sur trois hectares et sans aucun salaire. La seule solution pour vivre».* Mais la crise ne touche pas tout le monde pareillement dans le Saint Gironnais. *«Il y a un gros qui a une exploitation de 120 hectares au Mas d'Azil. Il a même racheté l'hôtel Madrid pour son fils. Les gros paysans exploitent les chômeurs comme saisonniers, pour les foins par exemple ils leur donnent 50 F par jour et ne les déclarent même pas ! Du reste, le projet de la chambre d'agriculture c'est, au fur et à mesure que la campagne se vide par la mort des vieux paysans de racheter et d'implanter des gros. Ils visent à obtenir la densité d'un paysan par commune d'ici 1980 !»*

Dans les rues trop calmes de Saint Girons, à la façade des immeubles des volets restent obstinément fermés. *«C'est un vieux qui est mort. La maison restera vide... De nombreuses maisons sont transformées en résidences secondaires».* Les Saint Gironnais de Toulouse viennent retrouver aux vacances leur pays qu'ils n'auraient jamais voulu quitter. Le lycée aurait même fait redoubler des élèves uniquement pour avoir suffisamment d'effectifs en deuxième cycle dans le but de conserver un dortoir et du personnel...

L'Ariège est riche

La montagne ariègeoise possède d'inestimables richesses minérales : talc, fer, or, argent, bauxite, plomb, nickel, gypse, houille, pétrole, kaolin, quartz, manganèse, orphite, sel, phosphate, marbre... Le fer de Rancié dont l'exploitation a été abandonnée est pourtant l'un des meilleurs d'Europe. Les paillettes d'or des rivières ont procuré à l'administration des monnaies des sommes appréciables sous l'Ancien régime et mes mines d'or du pic de Saint Barthélémy et de Baxouillade (haute vallée d'Orlu) attendent toujours. Les carrières de talc de Trimous (aux pieds du Soularac) sont parmi les plus importantes du monde. L'Ariège est le pays du bois travaillé, du peigne en corne, du textile (les draps du pays d'Olmes sont de grande renommée) et de l'aluminium. De nombreuses usines hydro-électriques captent la force d'impétueux torrents pour la transformer en milliards de KWH chaque année.

Parlement européen

UNE DANGEREUSE SUPRA NATIONALITÉ

Le 30 décembre, le conseil constitutionnel a annoncé sa décision concernant l'élection du Parlement Européen au suffrage universel : il a estimé qu'elle était conforme à la constitution. La conséquence, c'est qu'il n'y aura besoin ni d'un référendum, ni d'un congrès des deux assemblées (sénat et assemblée nationale) pour adopter le projet. Il suffira d'un vote à la majorité simple (et non des deux-tiers, comme pour un congrès des deux chambres).

Ainsi, Giscard se trouve désormais en position de faire passer ce texte sans trop de difficultés. On peut en effet compter que les députés centristes et RI, ainsi que les socialistes, voteront pour comme un seul homme. Quant au RPR, si Debré continue à s'indigner, Chirac a déjà laissé entendre qu'un arrangement serait facile à trouver.

L'élection du Parlement Européen au suffrage universel ainsi acquise, sera un nouveau pas vers une dangereuse supra-nationalité. Les considérants du conseil constitutionnel, qui prévoient le recours au changement de la constitution en cas d'extension des pouvoirs de ce parlement, ne sont en l'affaire qu'une couverture destinée à masquer cette réalité.

LES CONSIDÉRANTS DU CONSEIL (Extaits)

«Aucune disposition de nature constitutionnelle n'autorise des transferts de tout ou partie de la souveraineté nationale à quelque organisation internationale que ce soit».

«L'élection au suffrage universel direct des répresentants des peuples des Etats membres à l'Assemblée des communautés européennes n'a pour effet de créer ni une souveraineté ni des institutions dont la nature serait incompatible avec le respect de la souveraineté nationale, non plus que de porter atteinte aux pouvoirs et institutions de la République, et notamment du parlement ; transformations ou dérogations ne pourraient résulter que d'une nouvelle modification des traités, susceptible de donner lieu à l'application tant des articles figurant au titre VI que de l'article 61 de la Constitution».

Suite de la une

DES MENACES D'INTERVENTION

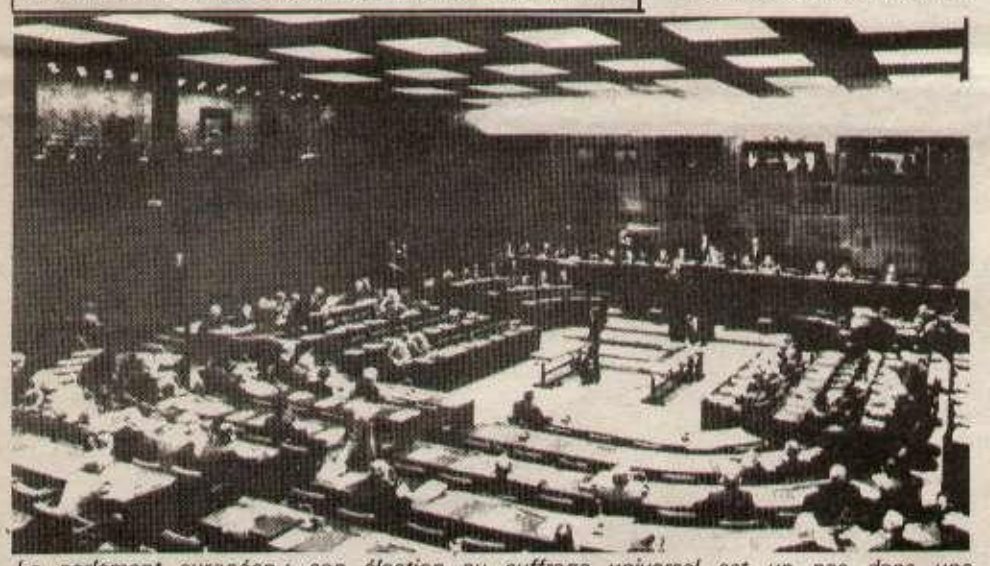
Quelle importance ? C'est la situation actuelle en Europe qui permet d'y répondre. D'une part, la classe ouvrière et le peuple de notre pays s'opposent nécessairement, alors que croissent leurs potentialités révolutionnaires, à voir des pays comme l'Allemagne de l'Ouest disposer d'un droit de regard officiel dans nos affaires : nous n'avons pas besoin, à l'image de ce qui se passe dans le pacte de Varsovie, qu'un organisme supranational puisse décider de venir se mettre en travers du processus de la lutte des classes dans notre pays, et donner une prétendue légitimité à telle ou telle intervention dans nos affaires.

L'EUROPE ALLEMANDE ET AMÉRICAINE

Ensuite, l'Europe telle qu'elle se construit actuellement n'est plus celle d'il y a quelques années : désormais, la prépondérance des deux super-puissances et la crise économique, ont profondément modifié son équilibre. Chacune de ses décisions souffre d'une double hypothèque : le poids croissant de l'Allemagne de Bonn, les moyens d'intervention accrus des USA. Les deux facteurs jouent dans le même sens, étant donné les liens étroits existant entre ces deux impérialismes. La nécessité de résister à la menace soviétique bien réelle, ne saurait en aucun cas justifier pour notre peuple la soumission à l'autre superpuissance et à son principal allié européen.

Déjà, sur le plan militaire, la décision prise en juin dernier que la France participe éventuellement à une «bataille de l'avant» se déroulant en Allemagne contre les troupes du pacte de Varsovie, manifestait le resserrement des liens de notre bourgeoisie avec l'organisation militaire du Pacte Atlantique. Aussi «progressifs» qu'ils soient, tous ces glissements doivent recevoir un coup d'arrêt.

Jean LERMET



Le parlement européen : son élection au suffrage universel est un pas dans une dangereuse extension de ses pouvoirs

Police

Les interviews (non imaginaires) de l'Humanité

R. Pourteau (L'Humanité) : *«Alors, c'est le monde à l'envers. Ce sont les policiers maintenant qui decendent dans le rue, se rassemblent, pétitionnent et manifestent».*

R. Buch (Fédération Autonome des Syndicats de Police) : *«Ce que vous dites concerne également les CRS. Ils ont longtemps été assimilés à une garde prétorienne. Or (...) nous avons vu, le 17 novembre, des officiers et des commandants de CRS, en tête de leurs troupes, venir signer la résolution de l'intersyndicale».*

J. Chaunac (F.A.S.P.) : *«La DST, autrement dit le contre-espionnage, a envoyé aussi une délégation devant le ministère des finances. Et toute la DST a signé la résolution de l'intersyndicale».*

L. Baillot (PCF) : *«Tout cela détruit un peu le cliché du flic, qui suscitait l'hostilité comme ça, de façon systématique».*

J. Chaunac : *«Pour les matraquages, ça fait partie du rôle qui est dévolu à la police en tant qu'instrument de force aux mains d'un gouvernement contre une fraction quelconque de la population».*

«En banlieue, par exemple, dans les grands ensembles, du fait des effectifs insuffisants, les policiers se retrouvent à deux ou trois seulement pour interpeller une vingtaine de jeunes. On ne sait jamais sur qui on tombe. Il peut y avoir des représailles».

Non, nous ne l'avons pas inventé. C'est à peine si nous avons sélectionné quelques passages significatifs, dans une table ronde rassemblant à l'Humanité plusieurs policiers de la Fédération Autonome des Syndicats de police (FASP), et Louis Baillot, chargé de ces questions à la direction du PCF. C'est paru sur une page entière, dans l'Humanité du 30 décembre. Il est certainement utile de rappeler à ce propos que Chaunac, nouveau président de cette fédération de la police, passe pour être pour le moins très proche du PCF. Ce qui donne par exemple le dialogue suivant:

Baillot : *«C'est vraiment une affaire politique».*

Chaunac : *«Que cette action syndicale conduise à poser des problèmes politiques, nous en convenons. Mais nous n'avons pas mandat actuellement pour le faire».*

Baillot : *«Je suis d'accord avec cette position».*

Le problème politique, et sur lequel roule en réalité une bonne partie de la «table ronde», est le suivant : qui, du parti révisionniste ou des partis bourgeois actuellement au pouvoir, aura le plus d'influence parmi les corps de police, sans négliger les professionnels les plus patentés du matraquage ou de l'espionnage, tels que les CRS ou la DST.

C'est la raison pour laquelle, au PCF comme à la FASP, on s'inquiète beaucoup du rôle de plus en plus grand accordé par le pouvoir à la gendarmerie, où la syndicalisation reste interdite (il s'agit d'un corps militaire). Quant à la politique que ces messieurs entendraient mener de leur côté, les extraits d'interview que vous venez de lire en donnent une assez bonne idée.

LE VOTE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

«Le conseil constitutionnel comprend neuf membres, dont le mandat dure neuf ans et n'est pas renouvelable. Le conseil constitutionnel se renouvelle par tiers tous les trois ans. Trois des membres sont nommés par le président de la république, trois par le président de l'assemblée nationale, trois par le président du sénat. **(...)**

Le président est nommé par le président de la république. Il a voix prépondérante en cas de partage». **(article 56 de la constitution).**

Bien que les délibérations soient en principe secrètes, les votes des membres du conseil sur la question de l'élection du Parlement Européen ont en réalité filtré. Ils sont politiquement intéressants. Le conseil s'est partagé, quatre de ses membres votants contre et cinq votant pour. Parmi ceux qui ont voté contre, on relève deux membres nommés en 68 par De Gaulle et Chaban-Delmas : Jean Sainteny et Pierre Chatenet. Parmi ceux qui ont voté pour, on retrouve les trois membres nommés par les présidents centristes du sénat : Georges Dubois, Paul Coste-Floret et Gaston Monnerville.

C'est parmi les membres nommés par Pompidou et par les présidents «pompidoliens» de l'assemblée nationale (Peretti et Edgar Faure) que le partage s'est fait deux contre deux : Roger Frey et Henri Rey votant pour, François Goguel et René Brouillet votant contre. On obtient ainsi une image frappante du rôle intermédiaire entre les positions gaullistes et celles de Giscard, qu'a joué la présidence de Pompidou. On remarque aussi particulièrement le rôle joué par Frey, président du conseil constitutionnel, ancien «baron» gaulliste, aujourd'hui plus nettement rallié à Giscard que bien des «chiraquiens» : ce qui donne une idée du poids avec lequel les contradictions de politique intérieure ont dû peser dans ce vote portant quant au fond sur l'orientation internationale de la politique française.

LA RÉACTION DES PARTIS POLITIQUES

Les centristes, «européens» à tout crin, pavoisent évidemment ; Gabriel Péronnet (radical) : *«Pour nous qui sommes viscéralement attachés à la construction européenne, la décision du conseil constitutionnel est le plus beau cadeau de nouvel an. C'est pour le président de la république une grande victoire».* Jacques Barrot, secrétaire général du CDS : *«Nous nous réjouissons de la manière dont est engagée la procédure de ratification de l'élection au suffrage universel du Parlement Européen».*

Le PCF, qui s'oppose à la fois à un pouvoir européen qui briderait ses possibilités d'établir en France un capitalisme d'Etat, et à une Europe à ses yeux trop antisoviétique, a dit par la bouche de Kanapa : *«Le recours à l'élection n'est qu'un paravent. Il vise en réalité à conférer à cette assemblée européenne des prérogatives, des pouvoirs politiques, dont serait du même coup déssaisie l'assemblée nationale».*

Au parti socialiste, Poperen a confirmé : *«Notre attitude est connue, elle est conforme aux décisions des congrès du PS» :* ils voteront pour. Quant à Chevènement, de la tendance CERES, il craint qu'on transforme l'Europe en *«carcan pour empêcher un certain nombre de pays, comme la France ou l'Italie, où la gauche est près du pouvoir, de l'exercer».* Ce qui ne l'empêche pas de conclure : *«Sur le fond, on ne peut pas être hostile à l'élection du Parlement Européen au suffrage universel»* : des positions proches du PCF, mais prises de l'intérieur du PS, ce qui entraîne cette contradiction permanente.

Du côté du RPR, Labbé (président du groupe parlementaire) : *«L'élection d'une assemblée au suffrage direct ne représente qu'un élément secondaire»* : ce qui ouvre la voie au vote favorable. Impression confirmée par Guéna (délégué politique) : *«Je pense qu'à l'appel de Jacques Chirac, la quasi-unanimité des parlementaires du rassemblement voteront comme le président du rassemblement le leur demandera».* Or, Chirac, dans son discours de Strasbourg, a déjà laissé entendre qu'il était favorable. Quasi-unanimité seulement, cependant. En effet, l'opposition de Debré est irréductible : *«Le projet qui nous sera présenté au printemps n'est pas acceptable»,* écrit-il aux députés de sa formation. Il est rejoint par Sanguinetti : *«Ce n'est pas un problème de légalité, mais un problème de légitimité. En juillet 1940, Pétain était légal, mais De Gaulle était légitime».* Giscard-Pétain, en somme.

LUTTES OUVRIÈRES

ILS ONT RÉVEILLONNÉ EN LUTTE !

BLANCHISSERIE ELIS (Boulogne) : 2000 Frs POUR TOUS, TOUT DE SUITE

La blanchisserie Elis (filiale du groupe des blanchisseries de France qui emploie 3 500 travailleurs dans 20 sociétés) est située à Boulogne Billancourt. Depuis le 22 décembre, 80 travailleurs sur 370 que compte l'usine sont en lutte. Ce qu'ils veulent obtenir se résume à quatre revendications :
- le 13e mois
- le salaire minimum à 2 000 F
- la mensualisation
- une prime d'ancienneté.

La grève n'est pas inactive, au contraire : depuis huit jours, les grévistes envoient quotidiennement des délégations dans les usines de la ville aux sorties du métro pour sortir de l'isolement. Des collectes ont été effectuées à Renault. Ils ont de bonnes raisons de vouloir continuer le mouvement jusqu'à satisfaction complète : sait-on qu'en moyenne, les salaires avoisinnent les 9 F de l'heure... pour 44h. de travail par semaine ? Sait-on que les cadences ne font qu'augmenter : ce n'est pas moins de 740 serviettes que les travailleurs de l'atelier repassage doivent plier en 60 minutes ? Pour toute réponse, la direction a licencié 2 militants CGT.

SAFISFACTION DES REVENDICATIONS !
RÉINTÉGRATION DE NOS CAMARADES !

CENTRE DE TRI St-LAZARE : GRÈVE ET RÉVEILLON EN FAMILLE

C'est à la veille des fêtes de fin d'année que les postiers du service de transbordement de Paris-St Lazare avaient déposé un préavis de grève s'étendant du 31 décembre à 14 h au 2 janvier à 6h, c'est à dire jusqu'à hier matin. Les travailleurs du transbordement devaient normalement travailler à la fois à Noël et le jour de l'an. Il s'agissait bien entendu de passer les fêtes dans la famille, notamment pour les postiers habitant en province, dans laquelle ils ont bien peu l'occasion de rentrer.

TEPPAZ (Rhône) : DEUXIEME FERMETURE DE L'USINE RÉOUVERTURE A NOUVEAU !

Les travailleurs et travailleuses de l'entreprise Teppaz (fabrication d'électrophones) située dans la région lyonnaise eux aussi ont fêté la nouvelle année dans la lutte.

Depuis plusieurs semaines, ils occupent les locaux pour s'opposer à la fermeture. La semaine dernière, ils ont décidé de donner une poussée supplémentaire au mouvement en procédant à la vente d'électrophones à Paris, devant certains grands magasins ainsi qu'à Lyon. Il est vrai qu'ils n'ont rien à attendre des pouvoirs publics : les *«propositions»* du Préfet du Rhône prévues pour le 8 décembre n'ont pas eu lieu.

LUTTE JUSQU'A LA RÉOUVERTURE !

«L'année 1977 doit être l'année de l'échec du plan Barre»

"VŒUX DE LUTTE" De la construction bois

(*Extrait de Syndicalisme Hebdo- ÉDITION FNCB*)

En parcourant la presse syndicale, nous avons retenu (dans Syndicalisme Hebdo de cette semaine, parmi les différentes éditions professionnelles) les «vœux de lutte» de la fédération CFDT de la Construction-Bois. Fixant comme «objectif 77 : l'échec du plan Barre», elle donne ainsi le ton pour une nouvelle année de lutte de classes !

Il est de tradition de présenter ses vœux pour l'année novuelle ; cela ne veut pas dire que nous nous inscrivons dans la tradition bourgeoise. Nos vœux vont, bien sûr, à ceux qui, tous les jours, subissent l'exploitation, à ceux qui luttent pour ça change et à leurs familles !

Quoi souhaiter, si ce n'est que l'année 1977 soit l'année de libération de la classe ouvrière, mais il ne faut pas être «volontariste». L'année 77 sera encore une année de luttes difficiles contre le capitalisme. L'objectif pour notre Fédération, sera de créer les conditions d'une lutte globalisée pour abattre le plan Barre !

BILAN 1976

Parler de l'année nouvelle, c'est aussi faire le bilan de l'année qui se termine. 1976 a été une année fortement marquée par les luttes mais aussi par des événements qui ont frappé de plein fouet les familles ouvrières :

• C'est pour le Bâtiment et les Travaux Publics, l'accord d'austérité signé par des organisations de collaboration de classe (FO-CFTC) le 14 avril. Cet accord ne sert qu'à remettre en cause les avantages acquis par les luttes, baisser le coût de la main-d'œuvre était son seul objectif. Merci FO, merci CFTC - comment des organisations pareilles peuvent regrouper les travailleurs !!!

• C'est pour l'ensemble de la classe ouvrière le plan d'austérité de Barre, plan de sauvegarde du capitalisme. Le capitalisme en général, ne peut se sortir de la crise qu'en diminuant le coût de la main-d'œuvre - cela veut dire : blocage des salaires, augmentation des impôts, de la cotisation Sécurité Sociale, etc., c'est le plan Barre.

1976, c'est aussi des changements au niveau politique. La bourgeoisie change son cheval de tête. Barre remplace Chirac, pensant ainsi gagner le tiercé, mais ce n'est compter sur la lutte de classe des travailleurs (...)

La seule réponse est le développement des luttes sociales sans attendre, inactifs, 1978.

1976 - c'est aussi les luttes partielles dans la Construction et le Bois, mais aussi dans les autres secteurs. C'est aussi la puissante riposte au plan Barre le 7 octobre. Depuis longue date, nous n'avions pas yu une riposte aussi massive dans beaucoup de localités - c'était du niveau de 1968, même parfois supérieur.

L'ANNÉE 1977 DOIT ETRE L'ANNÉE DE L'ÉCHEC DU PLAN BARRE

Dans la période de crise du capitalisme que nous traversons, il n'y a pas beaucoup d'alternative : de l'affrontement Bourgeoisie-Prolétariat, concrétisé par le plan Barre il sortira un vainqueur. La CFDT doit tout mettre en œuvre pour que le vainqueur soit le prolétariat. Créer les conditions d'une lutte massive globalisée au niveau confédéral, doit être l'objectif de tous les militants ! Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas développer les luttes dans les entreprises, au contraire, elles sont un moyen pour créer les conditions. Il nous faudra développer l'information sur le plan d'austérité, mais aussi, bien montrer aux travailleurs les enjeux de la période et engager la lutte sur la base de la plate-forme revendicative fédérale.

Il faut, et c'est très important, que notre Fédération se développe.

(...) Grossir l'organisation, c'est important, mais il ne faut pas oublier de former syndicalement et politiquement les travailleurs. Il faut que nous en fassions les deux priorités de nos plans de travail de 1977. (...)

Bonne année de luttes
Bonnes fêtes à tous.

Les dernières victoires de 1976

• PERROT (COMMENTRY) : LE 13e MOIS MAINTENU

Partout, le patronat tente d'appliquer le plan Barre et entre autres un de ses aspects - la suppression des avantages acquis - La patron de l'entreprise Perrot, à Commentry, dans le département de l'Allier, n'est pas en reste, en l'affaire. Cette année, il avait décidé ni plus ni moins que de supprimer le 13e mois. Les travailleurs ont eu un avis fort différent. Ils ont arrêté le travail et se sont mis en lutte avec leur section CGT. Et une première victoire vient d'être obtenue : le 13e mois est maintenu et sera payé en deux fois.

• RENAULT BILLANCOURT : LA SANCTION MISE EN ÉCHEC !

C'est le lendemain du jour de Noël, qu'un travailleur du département 98 de Renault-Billancourt était arrivé au travail avec une demi heure de retard sur l'horaire prévu. La direction lui donnait alors un avertissement. A la fin de la semaine dernière, ses camarades de l'équipe B se mettaient en grève pour exiger la suppression de la sanction. La direction de Renault a reculé !

CETE (ROUEN) : 3 TRAVAILLEURS RÉINTÉGRÉS : *C'est vers le 15 décembre que la direction du Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement située à Rouen, avait licencié trois de ses employés. Le motif ? Ils auraient été inaptes physiquement, vu qu'ils étaient en arrêt de longue maladie. De tels licenciements camouflés sont des pratiques courantes. Les camarades des trois employés ont décidé que cela suffisait ! Dès le 21 les employés se mettent en grève et le 22, ils continuaient, interdisant en outre à la direction de pénétrer dans l'établissement. Ils viennent de gagner : et d'une, en obtenant la réintégration de leur trois camarades, de deux en obligeant la direction à s'engager à ne plus jamais licencier, même un employé réellement «inadpte».*

LUTTES OUVRIÈRES

Hélio Cachan

LES TRAVAILLEURS ÉVACUÉS PAR LES FLICS

Certains utilisent la sonorisation pour les fêtes, de la ville de Longjumeau, pour informer la population. Vers 11 h environ, 80 personnes sont devant l'imprimerie face à 15 pélerines et au commissaire de Longjumeau. Les flics sont invectivés : «on vous aimait pas beaucoup, maintenant ça va être votre fête». D'autres : «Si on réoccupe, d'autres flics arriveront».

On discute par petits groupes · «Surement que ça va être le tour des gars de Chaix et de Chauffour». «Demain il faut appliquer la décision du livre : à chaque imprimerie occupée par les flics : grève du livre». «Demain il y aura des réactions sur la zone». A onze heures et quart, quatre travailleurs d'Hélio ont réussi à grimper sur le toit de l'usine et ont basculé une immense banderole de la FFTL : «Non aux licenciements». En bas, les slogans fusent : «cho cho chômage ras le bol. Il est pourri le régime à Giscard, il nous envoie ses flics et ses clébards» repris par la centaine de militants présents. A 11 h 30 toujours pas de perspectives, comment organiser la riposte dans le livre, dans la région et comment établir le rapport de force pour que les usines ne soient pas investies les unes après les autres.

Il ne faut pas que cela reste sans riposte ! Les travailleurs d'Hélio-Cachan, se sont regroupés autour de l'usine. Avec eux plus que jamais, il faut mettre en échec le plan Giscard-Barre... Mais ce n'est pas la grève du labeur, de 24 h, ce lundi, qui y suffira !

Corr. local

Hélio Cachan : c'était hier matin, peu après 8 heures. Les flics viennent de faire évacuer les locaux de l'usine. Les travailleurs de l'imprimerie se regroupent devant les grilles. 18 mois de lutte déjà ! La répression qui s'abat, après le «Parisien Libéré», sur les travailleurs d'Hélio Cachan ne saurait les empêcher de continuer sur la voie qu'ils ont choisi face aux projets de restructuration du pouvoir : celle de la lutte !

Belle jardinière

Nos vœux : la Belle Jardinière vivra !

Où en est la situation ? On se rapelle qu'à la fin de la semaine dernière, vendredi matin plus précisément, une délégation syndicale a rencontré la direction. Cette rencontre qui a duré 5 heures n'a rien donné, la direction cherchant à l'évidence une seule chose : gagner du temps. A l'évidence aussi elle a fait un mauvais calcul. Les journées de vendredi, samedi et dimanche ont montré que les grévistes étaient toujours aussi déterminés à tenir : la nuit du réveillon, l'occupation a continué.

Ce refus offensif des 63 licenciements, voilà ce qui explique pourtant pour une bonne part l'élément nouveau intervenu en fin de semaine. Vendredi, les grévistes ont téléphoné à Lille (fief des frères Willot) et exigé que Delebarre, président du Comité d'Entreprise vienne à Paris s'expliquer sur la mesure des licenciements. Celui-ci, une demi-heure après, donnait sa réponse : mardi il sera à la Belle Jardinière, à Paris.

Mais les grévistes savent que des négociations en leur faveur ne pourront aboutir que s'ils restent intransigeants sur l'occupation. En ce sens, ils refusent toujours d'évacuer les locaux comme le demande le médiateur désigné par le juge des référés. Celui-ci en fait une *«condition»* pour commencer son travail ! Les grévistes, en outre, ne veulent pas des négociations au rabais *«Nous voulons qu'il n'y ait pas de licenciement mais pas seulement : nous voulons des garanties pour l'avenir. Nous ne voulons pas que dans un mois, une fois réintégrés, la menace des licenciements plane à nouveau»*. Et conculant, une déléguée CFDT nous présentait ses vœux hier *«Nous souhaitons que la Belle Jardinière vive !»*.

LA MORT D'UN GRAND BOURGEOIS

AMAURY MEURT APRES UNE CHUTE DE CHEVAL

Emilien Amaury est mort, dimanche dans l'après-midi, de la mort d'un grand bourgeois qui se livre chaque week-end à son sport favori, l'équitation en l'occurence. Son cheval s'est emballé, Amaury est tombé en forêt de Chantilly. Les ouvriers du Parisien Libéré ne le regretteront pas, ni les jeunes et tous les travailleurs en lutte, systématiquement décriés et dénoncés dans le Parisien Libéré.

Amaury s'est souvent servi de sa participation à la Résistance. Il a effectivement joué un rôle, dans les réseaux gaullistes, et a participé à la mise sur pieds de journaux clandestins tels «Le Sillon» de Marc Sangnier et «Carrefour» qui ne cache pas aujourd'hui son orientation d'extrême-droite. A la de vue-Image du monde», mensuel. Il possédait également des actions dans divers quotidiens régionaux.

Durant la guerre colonialiste en Algérie, il se distingue pour ses positions «Algérie Française». Une fois l'indépendance obtenue, il restera partisan de De Gaulle. Dans la dernière période, il soutenait aussi bien Giscard que Chirac.

libération, il reprend, à la faveur de la confiscation des journaux collabos, le «Petit Parisien», dont il fait le «Parisien Libéré». Petit à petit, il se monte un empire de presse grâce aux bénéfices du Parisien Libéré. L'«Équipe», quotidien, «Le Miroir des Sports», «France Football», «Buts et Clubs», hebdo sportifs, «Marie France» hebdo féminin, «Point

21 MOIS DE LUTTE

4 MARS 75 : La direction du «Parisien Libéré» annonce la baisse du tirage de 800 000 à 400 000, et 500 licenciements dans un premier temps à la rue d'Enghien.

le 5 : L'action s'engage.

Le 6 mai : Les travailleurs votent la suspension de la parution du «Parisien Libéré». Amaury tente de faire tirer son journal, d'abord en Belgique. Les travailleurs belges du Livre refusent de l'imprimer. 8 syndicalistes belges sont inculpés.

29 septembre 75 : Les travailleurs du PL interviennent à la Bourse. Il y aura plusieurs blessés parmi eux. Le commissaire Puissant s'effondre victime d'une crise cardiaque. Une campagne de calomnies commence contre ceux du PL.

Le 6 octobre 75 : C'est l'occupation de notre Dame. Pour populariser le conflit.

9 juin 76 : Rodéo à Melun, la répression s'abat : un ouvrier est blessé, 4 sont gardés à vue.

30 aout : 4 travailleurs du Livre sont condamnés à 3 mois de prison.

12 octobre : Les travailleurs du PL interviennent à la Bastille

29 octobre : Partout, les travailleurs du PL sont traduits devant les tribunaux. La lutte continue !

dimanche 5 décembre : La bourgeoisie envoie ses CRS et expulse les travailleurs des locaux de la rue des Petites Ecuries, et rue d'Enghien. 5 000 travailleurs viennent apporter leur soutien.

Le 7 : Un médiateur *«chargé de résoudre le conflit»* est nommé.

Le 8 : Il rencontre une délégation de la FFTL qui affirme être *«pour une solution constructive»*... la grève dans le livre est arrêtée. Depuis, Amaury faisait connaître qu'il accepterait de reprendre «5 à 10 ouvriers».

Les travailleurs ne regretteront pas Amaury !

Monin Ordures Services (Lyon)

110 licenciés pour avoir refusé des heures supplémentaires non payées

Les éboueurs, immigrés, de chez Monin sont de nouveau en butte à la répression : 110 d'entre eux ont été licenciés mercredi ! La direction a le cynisme de leur imputer une «faute professionnelle grave» (refus de travail). Qu'en est-il en réalité ? Ils refusaient d'effectuer des heures supplémentaires non payées !

La direction de M.O.S. avait un compte à régler, c'est sûr ; une revanche sur la longue et dure grève de l'an dernier (5 semaines de lutte sur les salaires et contre la suppression de postes de collecteur d'ordure et l'allongement des trajets de collecte). Le 24 décembre, les éboueurs repartaient à l'action contre une nouvelle tentative de réorganiser les collectes d'ordures au détriment du personnel de M.O.S.

A la reprise du travail, lundi dernier, avec des assurances sur l'organisation du travail proprement dite, et par rapport à la prime de fin d'année (un protocole d'accord avait été élaboré) les travailleurs de chez Monin se voyaient imposer des heures supplémentaires «gratuites». Aussitôt, le travail s'arrêtait à nouveau... Mercredi, Monin licenciait 110 chargeurs, sans respecter en rien la consultation du Comité d'Entreprise et autres clauses légales d'ailleurs (demande d'autorisation préalable auprès de l'inspecteur du travail).

Le soutien s'organise déjà pour qu'il n'y ait pas un seul licenciement. Mais il est nécessaire de ne pas perdre de vue que la liquidation de 110 chargeurs (et leur remplacement par des intérimaires !) vise essentiellement à briser toute riposte à la restructuration de Monin Ordures Service, à contourner de la sorte le protocole d'accord du 27/ 2/76 et imposer la suppression d'un collecteur sur 3 et l'allongement des tâches et de la journée de travail... Plus que jamais, comme l'an dernier, autour des «Monins», solidarité !

POUR 77, BARRE PRÉPARE L'ÉVACUATION DES USINES OCCUPÉES

Afin de faire cadrer sa volonté de liquider les usines occupées, et le problème qu'elles représentent en permanence, avec son actuel arsenal légal, Raymond Barre aurait entrepris de définir, avec les services techniques et juridiques de son cabinet un «statut» : des interdictions légales au fait que des *«chômeurs»* (c'est-à-dire, en fait, ceux qui privés d'emploi touchent les 90% pendant un an d'allocation d'attente) puissent *«se déclarer grévistes»* et occuper leur usine ! Gare : avant le printemps, les CRS risquent bien de revenir évacuer les usines occupées avec un nouveau texte, signé Barre, en poche !

Mécano-Cogefom (La Courneuve) réoccupe dans la soirée du 31 décembre

Jeudi derniert, le groupe De Wendel annonçait la fermeture définitive de l'entreprise Mecano de La Courneuve avec un plan de licenciements en 4 temps : 168 tout de suite, 87 fin janvier, 78 en février, 84 en mars... Les 8 mois de «sursis» arrachés par la lutte précédente (4 mois d'occupation) n'ont été que l'antichambre de cette liquidation et non pas (selon l'espérance du P«C»F *«la recherche d'une solution industrielle»*).

Aussi, en plein réveillon de fin d'année, les ouvriers de Mecano, après un vote majoritaire à 85%, ont occupé leur entreprise, contre la liquidation ! Un certain nombre de syndicalistes sont déjà venus les soutenir en ce début d'année de lutte !

POLITIQUE

Les vœux de Giscard

C'EST VRAI, NOUS N'Y CROYONS PAS !

Suite de la p.1

«Comme un peuple que l'histoire a rendu sceptique, vous ne croyez pas beaucoup à la sincérité des hommes politiques»

«Je souhaite que la France soit intelligente en 1977 pour sortir des idées étroites, des conceptions dépassées».

«Il ne faut pas vous laisser aller à je ne sais quelle fatalité que nous subirions comme malgré nous, tout en la dénonçant».

«Il est vrai que l'année 1976 a été plus difficile que nous ne l'imaginions. A nous de faire que 1977 soit moins mauvaise que nous ne la craignons».

«Ne nous laissons pas accabler par les rhumatismes de l'histoire !»

Aujourd'hui, tirant le bilan de l'année écoulée, il n'est question dans sa bouche que de *«difficultés»* et *«d'efforts»*. En une année, le ciel s'est effectivement assombri considérablement pour la classe qui nous exploite et nous gouverne. Dans sa tentative pour nous faire payer ses ennuis économiques, elle se heurte à la volonté de lutte qui grandit. Dans ses manœuvres politiques pour faire face aux échéances de la lutte des classes, elle en vient de ce fait à se diviser, à envisager avec Chirac des solutions de force contre la classe ouvrière, tandis que Giscard s'accroche à sa «réforme», quitte à examiner l'éventualité de la mettre en place avec Mitterrand.

Ces hésitations, ces déchirements, on en trouvait encore la trace dans les paroles de Giscard, vendredi soir : le *«laisser-aller»*, c'est précisément son problème à lui. Les *«idées étroites»*, les *«conceptions dépassées»*, c'est une pierre dans le jardin du RPR . Quant à *«l'effort»*, il nous est évidemment réservé, à nous qui produisons les richesses que d'autres monopolisent. Mais que Giscard ne compte pas sur nous : effectivement, *«nous ne croyons pas beaucoup à la sincérité des hommes politiques»*, aux vœux hypocrites des politiciens bourgeois. Et notre effort sera tout autre que celui qu'il souhaite : il ira dans le sens de la destruction de son régime et de sa classe.

«Difficile»

«Les temps sont difficiles».

«L'âge où il est difficile de recommencer sa vie»

«Cette difficile année 1976»

«Plus difficile que nous ne l'imaginions»

«Surmonter les difficultés».

LA PROMENADE CHARITABLE DE GISCARD À HERBLAY

Giscard d'Estaing a choisi le nouvel an pour recourir à nouveau à une démagogie plus qu'usée. Accompagné d'Anne-Aymone, il a passé une partie de la journée du nouvel an, avec les pauvres du «Quart Monde», dans une commune du Val d'Oise : Herblay. Le mouvement d'aide au «quart monde» est une association de bourgeois se consacrant à la charité publique.

«Au-delà de la misère que l'on rencontre dans le Tiers-Monde, plus près de nous existe ce quart monde», explique avec force photos de misérables, le journal luxueux édité par le mouvement et envoyé gratuitement à des milliers de personnes. Le mouvement est présidé par Mme Geneviève de Gaulle et animé par le père «Joseph». Giscard et sa femme ont commencé par visiter le village bâti par l'association pour une vingtaine de familles. Voulant voir de plus près, la vie qu'il impose aux travailleurs, Giscard a été jusqu'à déjeuner avec une famille ouvrière de six enfants dont le père, Mr Macaud, est OS 2 à l'usine LTT de Conflans Saint Honorine. Poursuivant son sondage personnel, le président a voulu goûter le menu simple et se faire raconter les difficultés d'existence de cette famille : pouvoir d'achat, prix, logement, transports,... Une vie, en somme, à laquelle il n'a jamais eu l'occasion de goûter et qui de ce fait, doit revêtir pour lui un aspect exotique... Son repas publicitaire à peine pris, Giscard et sa troupe sont remontés dans sa 604 verte métallisée et ont repris le chemin du Palais de l'Elysée vers 16h.

Puisqu'il fait tellement mine de s'intéresser à la condition ouvrière, pourquoi Giscard ne s'est-il pas rendu directement à l'usine LTT de Conflans ? Pourquoi a-t-il attendu jusqu'à ce jour, alors qu'en avril dernier par exemple il aurait été le «bienvenu», lorsque les caristes étaient en grève pour obtenir la qualification de... cariste ! En effet, étant classés OS, les caristes de Conflans restaient OS en changeant de boîte ! Face à ces revendications, la direction proposait une rallonge de 1,50 F pour certains grévistes, et pour d'autres carrément rien du tout ! Elle menaçait 230 travailleurs de lock-out pour tenter d'isoler les grévistes. Les cahiers de revendications des OS de la LTT de Conflans auraient été pourtant fort instructifs...

Dans un «message d'un OS de LTT à tous ses camarades OS» publié par le Quotidien du Peuple le 10 avril dernier, un OS de Conflans déclarait : *«Notre pouvoir d'achat dépend de nos luttes. Le salaire que l'on nous donne n'a qu'un seul but : nous permettre de nous nourrir afin d'être suffisamment en forme pour enrichir le patron, c'est tout»...*

«Nous avons le travail très dur, le chômage, les salaires, le relogement : ici, c'est une cité de transit. Dans les cités HLM, les prix sont incroyables. Ce n'est pas possible avec les petits salaires que nous avons. 75, 80 000 francs, on peut un mois ou deux. Et après, on ne peut plus payer, et c'est l'huissier qui vient à la maison, l'expulsion». Voilà les commentaires sur la situation de la classe ouvrière qu'a faits l'O.S. de chez LTT chez qui Giscard a eu l'impolitesse de s'inviter.

LE NOUVEL AN DES PDG

Depuis quelques jours, le journal financier «Les Échos» publie, sous le titre *«Points de repère pour l'année 77»*, une série d'interviews des PDG de grands trusts. Déjà, Roger Martin de Saint-Gobain Pont-à Mousson, Ambroise Roux de la CGE (vice-président du CNPF), Claude Alain Sarre de la Lainière de Roubaix (président de l'Institut de Développement Industriel), ont donné leur point de vue.

Entre eux, l'unanimité se fait facilement sur un point : le blocage des salaires pour 77. *«Nous sommes profondément convaincus de la nécessité de respecter la norme de 6,5%»* (Martin). *«L'aptitude des patrons à «tenir les salaires» dépendra très étroitement de l'attitude politique choisie par le premier ministre lors des négociations avec les entreprises nationalisées et la fonction publique. A cet égard, le précédent de l'EDF est positif»*. (Ambroise Roux). *«Nous ne pourrons, comme par le passé, donner des coups de pouce au-delà du maintien du pouvoir d'achat»*. (Sarre).

Par ailleurs, Roux insiste une fois de plus sur les licenciements : *«Le retour à la norme implique pour un certain nombre d'industries un allègement des effectifs en surnombre»*.

Tous trois ne manquent pas enfin de se plaindre des difficultés financières des entreprises, selon eux persistantes depuis la récession de 1975 : une manière même pas déguisée de revendiquer un soutien de l'État, en capital, aux entreprises du secteur privé.

3 milliards pour la sidérurgie

Trois milliards de francs lourds pour la sidérurgie en 1977. Tel est le cadeau de l'Etat que Wendel, Schneider et compagnie ont reçu pour le nouvel an. Sur ces trois milliards, on nous affirme que l'un est consacré à l'emploi, et les deux autres à la restructuration. Un milliard pour licencier entre quinze et vingt mille travailleurs, c'est une curieuse conception de la défense de l'emploi. A peu près celle de Ceyrac, qui proclamait il y a peu qu'il faut faciliter les licenciements dans ce but.

Déjà, ces dix dernières années, dix milliards sont passés des caisses de l'Etat, où ils sont accumulés par notre travail, dans celle des trusts de la sidérurgie. C'est dans ces mêmes années qu'a été appliqué le plan Dherse de liquidation de toute une partie de la sidérurgie lorraine, qui a jeté des milliers d'ouvriers de la région sur le pavé.

Prix :

La drôle de baisse

Suite de la p.1

Un calcul simple montre de surcroit ce qu'il restera de la fameuse «baisse» de Barre : les loyers qui étaient bloqués vont pouvoir augmenter de 6,5 % cette année. Les logements neufs et les logements anciens rénovés pourront même augmenter librement ! Sachant que le loyer représente souvent le tiers du salaire, cette hausse se répercutera en une baisse de... 2 % du pouvoir d'achat des salaires ! Autrement dit, la baisse de la TVA sera totalement absorbée.

LES PRÉOCCUPATIONS MUNICIPALES

Les déclarations de Vilain, le directeur des prix, sont révélatrices quant à la «libération programmée des prix industriels». Les entreprises qui voudront retrouver la liberté de leur prix devront souscrire avec l'Etat des «engagements de modération», c'est-à-dire accepter de limiter leurs hausses à 6,5 % en 77. Le gouvernement compte reporter au maximum cette libération de telle façon qu'elle n'affecte pas l'indice des prix de janvier. Ceci est important pour Giscard car l'indice de janvier sera le dernier indice publié par l'INSEE avant les municipales.

D'où l'intérêt du pouvoir d'obtenir un «bon indice», sur lequel il pourra disserter pour justifier le plan Barre, quitte à asséner une série de hausses par la suite. Au total, l'ensemble de l'opération part un peu à bout de souffle. Le soi-disant blocage des prix du premier trimestre s'est déjà soldé par un glissement permanent vers la hausse, la «baisse» n'en sera pas une en termes de pouvoir d'achat, et n'aura pour effet que d'accroître encore l'inflation. Finalement, elle risque surtout de servir encore de prétexte pour justifier le blocage de nos salaires, sur la base d'un indice truqué.

Les mesures gouvernementales

Le passage de 20 % à 17,6%, doit entraîner une baisse de 2 % sur à peu près le tiers des produits. Devraient baisser les accessoires auto, les appareils de chauffage et d'éclairage, les articles ménagers et électro-ménagers, les meubles, la papeterie, les fournitures scolaires, les papiers peints, les pneus, les téléviseurs, et vêtements... Une baisse de 2 % doit également affecter les services suivants : réparations mécaniques, électriques, agricoles, travail temporaire, transport de marchandises, coiffure de luxe...

Les magasins devront afficher les produits avec l'ancien prix barré et le nouveau prix (−2 %) mentionné en clair.

D'autre part, les tarifs publics doivent être bloqués jusqu'au 1er avril 77.

Enfin, les prix industriels seront soumis à des hausses «limitées mais programmées». Les entreprises qui auront passé un accord avec le ministère des finances pourront procéder à un certain nombre de hausses. Les autres seront mises «en liberté surveillée».

LA CLOTURE MANQUÉE DE L'AFFAIRE DE BROGLIE

Par Eric BRÉHAT

QUI VEUT-ON COUVRIR ?

De Broglie s'apprêtait à repréter 500 000 F à ses «conseillers».

La cinquième république n'en est pas à sa première «affaire». Lorqu'on parle d'affaire, c'est que, d'une manière ou d'une autre, certains personnages politiques, parfois trop hauts placés pour que leur nom ne soit écrit, y sont impliqués. Le ministre Poniatowski a voulu qu'on ne parle pas de «l'affaire» de Broglie. Mais comme l'assassinat du député RI faisait déjà les manchettes de la presse, il a voulu jouer la franchise policière. Nous avons mis tout le monde sous les verrous, ce n'est finalement qu'une affaire de gros sous, disait-il flanqué de policiers plutôt mal à l'aise, dans une conférence de presse, jeudi soir. Mais ses explications ont été si peu convaincantes que même le juge Floch, chargé de l'instruction, ne les a pas suivies. Faut-il que le responsable des Républicains Indépendants ait du bien gros gibier à protéger, pour ainsi se couvrir de ridicule, le jour même où le conseil des ministres était consacré à la «sécurité des français».

Poniatowski à la conférence de presse : «Mais c'est très simple»... Ottavioli, à sa gauche, ne parait pas convaincu.

La veille de Noël, l'honorable prince de Broglie sort de chez lui, rue Adolphe-Yvon, tôt le matin. Dans sa 204 diesel (une Rolls, ça se remarque), il va chez son conseiller «Juridique» De Varga. Il ne remarque pas qu'un véhicule de l'une de ses connaissances, l'inspecteur principal Simoné, qui lui doit d'ailleurs la bagatelle de 120 000 F (une maison à Marly le Roi), le suit. A 9 h 30, il sort du 2, rue des Dardanelles, où habite aussi Patrick Allenet (de Ribemont) son autre «conseiller». Un homme l'aborde. Dans la banlieue ouest, on l'appelle «Petit Gérard». La discussion est brève. Gérard Frèche sort un 8mm, et abat le député, qui s'écroule devant le N°4.

De cela, on est sûr. Mais c'est à peu près tout. Immédiatement après l'assassinat, la police laissait entendre que l'affaire était très complexe, et prendrait du temps. Pourtant, cinq jours plus tard, Poniatowski annonçait : *«Toutes les personnes impliquées sont arrêtées».*

LES CONTRADICTIONS DE LA VERSION OFFICIELLE

Selon la police (et non pas selon le juge d'instruction, qui n'a pour l'instant rien dit), de Varga et de Ribemont auraient cherché à se débarrasser de de Broglie pour effacer une dette importante. En effet, en décembre 75, les deux hommes avaient conclu un accord pour acquérir la «rôtisserie de la Reine Pédauque». C'est de Broglie qui leur permet d'emprunter 4 millions nécessaires. Le prêt est fait à la BNP, par de Broglie lui-même, et il est garanti par une hypothèque sur ses biens, ainsi que par un contrat d'assurance vie. De Varga et de Ribemont devaient rembourser 72 000 F par mois à de Broglie, qui leur remettait des actions en échange. Conclusion de la police : ils ont voulu se débarrasser de leur créancier, et pour cela, ils ont contacté Simoné, qui devait lui aussi de l'argent à de Broglie. Celui ci a recruté un tueur. Assassin, mobile de crime, tout y est.

Pourtant, tout cela ne colle décidément pas du tout. La fille de de Varga vient de révéler que la dette n'était couverte que dans une petite partie par la prime d'assurance vie, et que la plus grosse partie revenait aux héritiers.

D'autre part, il est impensable que Simoné ait laissé faire l'exécution devant le domicile de celui qui lui aurait commandité le meurtre.

Sans compter l'attitude pour le moins étrange de Simoné : lorsque la brigade antigang trouve une arme de 8mm chez lui, il s'empresse de dire que ce n'est pas l'arme du crime, que celle-ci a été jetée dans un caniveau, qu'il est l'organisateur du crime... Le lendemain, il explique que c'est de Varga qui lui a fait la commande, et le lendemain de la conférence de presse de Poniatowski, il parle d'un autre commanditaire, plus haut placé, qui aurait manipulé de Varga.

LA OU ÇA NE VA PLUS DU TOUT

Toute la version de Poniatowski est fondée sur l'impossibilité devant laquelle se seraient retrouvés les deux associés de la Reine Pédauque, pour rembourser leur dette à De Broglie. Non seulement la mort de Broglie ne résoudrait que partiellement le problème, mais encore, il n'y pas de problème. La Rotisserie de la Reine Pédauque (menus à plus de cent francs) marche très bien : son chiffre d'affaire mensuel est de l'ordre de 700 000 F, soit dix fois la traite mensuelle, et il est prévu qu'il passe à 10 millions de francs lourds pour l'année 77. D'autre part, peu de temps avant sa mort, De Broglie **s'apprêtait à prêter à nouveau de l'argent aux deux associés, pour agrandir le restaurant !** Il se serait agit d'un prêt de 500 000 F. Si les conseillers de De Broglie avaient éprouvé tant de difficultés à rembourser leur dette, ils auraient difficilement obtenu un nouveau prêt. Il y a mieux : il semblerait, selon certains, que De Varga et De Ribemont s'apprêtaient à se lancer dans une nouvelle opération financière, en envisageant de racheter... le restaurant «La Pérouse», ce même restaurant pour lequel Varga est accusé de faillite frauduleuse ! Et De Broglie aurait évidemment servi une fois de plus de prête-nom. On le voit, du mobile officiel, il ne reste rien.

On ne saura peut-être jamais qui a véritablement fait tuer le prince De Broglie. Il est probable que c'est dans ses «affaires» qu'il faut chercher des réponses. Curieusement, bien qu'écarté de toute responsabilité politique il continuait à être reçu par Giscard régulièrement. D'autre part, il avait récemment revendu un hotel particulier au 5 rue Weber, à une société Brincom, spécialisée dans le commerce d'armement, et qui a fait l'objet d'une enquête de la DST. Elle n'est pas mentionnée dans l'annuaire, où seul le nom de De Broglie figure, avec trois lignes. Que De Broglie ait été mêlé à différents trafics d'armes semble acquis. Mais ne jouait-il pas aussi un rôle plus important, lors de contrats d'état à état ?

Celui que les journaux gouvernementaux cherchent à présenter aujourd'hui comme «louche» (l'éditorialiste du Figaro a eu cette gentille métaphore : «il n'est pire puanteur que celle du lys qui pourrit») ne rendait-il pas encore de grands services à ses amis ? Sinon, quel est le «mobile» qui a poussé Poniatowski à tirer quelques fils de l'imbroglio pour faire croire que l'affaire était close.

DANS L'ODRE CHRONOLOGIQUE

Dans l'ordre chronologique, les «une» du Figaro, et du Journal du dimanche. De la certitude aux questions...

LA BIOGRAPHIE OFFICIELLE DE JEAN DE BROGLIE

Le prince Jean de Broglie (on ne s'appelle Duc que si l'on est l'aîné de la famille) a commencé sa carrière publique comme maître des requêtes en 1954, à 35 ans. Il était déjà conseiller général d'un canton de l'Eure, où se situe le village de la famille, Broglie. De 53 à 54, il est conseiller technique auprès d'un ministre. Recruté par Antoine Pinay pour les Indépendants, il est élu député en 58, après une campagne électorale fort coûteuse, contre Pierre Mendès France. En 61, il rentre au gouvernement Debré, comme secrétaire d'Etat chargé du Sahara, et des TOM-DOM. Après avoir participé aux premières entrevues avec le FLN (aux Rousses), dans la délégation conduite par Georges Pompidou, il est négociateur des accords d'Evian. En 62, secrétaire d'Etat à la Fonction Publique, il refuse, de même que Giscard et Marcellin, de quitter le gouvernement, malgré les injonctions de leur groupement politique. En décembre 62, il est secrétaire d'Etat aux affaires algérienne, et est reçu en Algérie.

En 66, il est secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, toujours dans un gouvernement Pompidou. En mars de la même année, il est désigné secrétaire général chargé des affaires politiques au parti de Giscard d'Estaing. A 45 ans, de Broglie semble être promis à un «très brillant» avenir politique, lié à celui de Giscard d'Estaing (bien qu'il ait pris position en faveur de De Gaulle, lors du référendum). Réélu député en 68, il est nommé un an après président de la commission des affaires étrangères au Parlement. Ecarté de ce poste en 73, il tente en vain de briguer la présidence de la commission des finances. Il y a visiblement veto en haut lieu, Roger Duchet, ancien ministre de la 4e, écrivait à son propos, à cette époque : *«Cet aristocrate n'est pas satisfait de la République. Je l'ai trouvé amer et changé. (...) De Broglie n'est plus ministre, il ne le sera sans doute jamais plus. Il le sait et cela le ronge».*

En 74, il prend position pour Giscard, mais s'oppose à la première «réforme», sur l'avortement (il demande un référendum). En 75, dans sa circonscription, l'affaire des époux Ledoux, membres du gang des Lyonnais, et recruteurs de colleurs d'affiches à l'occasion éclate, à propos d'une affaire de carambouille. Elle est promptement close et les magistrats qui l'avaient ouverte sont déplacés.

Le 5 décembre 76, sa présence, avec Chamand (lui aussi RI) au rassemblement de Chirac laisse augurer de son ralliement au RPR, lequel dit aujourd'hui n'avoir rien su de ses intentions.

L'autre partie de sa vie, les noms d'une quarantaine de sociétés dont il participait au conseil d'administration, les «affaires» qu'il brassait, ne sont évidemment dans aucune biographie, au point qu'à l'assemblée nationale, le député de l'Eure se disait «sans profession».

DE VARGA, DE RIBEMONT, SIMONÉ ET CIE

Ce «conseiller juridique» et directeur général du restaurant de la Reine Pédauque n'en est pas à sa première affaire véreuse. Il avait tout simplement trois affaires judiciaires en cours, plus un arrêté d'expulsion de Paris jamais appliqué. Depuis qu'il était entré en relations avec De Broglie, les poursuites étaient miraculeusement gelées. Et aujourd'hui, elles reprennent, puisque deux juges d'instruction sont venus l'inculper à l'hôpital où il est actuellement soigné, l'un pour escroquerie et faux en écriture, dans une histoire de faux dossiers destinés à obtenir un prêt de la BNP, l'autre à propos de la banqueroute du restaurant Lapérouse, mis en liquidation en août 75, et dont il était l'animateur.

De Ribemont (il ne s'appelait que Allenet, à l'origine), de son côté, ne semble pas avoir tant jonglé avec la justice. Il n'est d'ailleurs pour l'heure qu'inculpé de détention d'armes. Il s'agit aussi d'un affairiste, qui s'était distingué par la faillite de la société de construction de bateaux (Languedoc-bateaux) qu'il avait fondée. Note : 720 000 F, qui ne semblaient pas du tout l'affoler, puisqu'il allait se lancer, avec De Varga, dans l'affaire dé la Reine Pédauque. Allenet se vantait à l'occasion de son passé d'officier en Algérie, et de ses sympathies pour l'OAS.

Enfin, de Varga et Allenet étaient associés dans une société fiduciaire, la SOFICOP, dont le statut était assez vague pour qu'elle puisse traiter toutes sortes d'affaires, et qui semble très bien fonctionner.

Le policier Simoné joue un rôle très important dans l'affaire. Il s'était déjà distingué en déchargeant son révolver sur sa femme, puis en se faisant déplacer de la brigade «modèle» des mineurs de Viroflay au commissariat de la Défense. Motif du déplacement : participation à un holp-up. Ça n'avait pas empêché Simoné de devenir inspecteur principal et de mener la grande vie. Mais Simoné comptait «M. le Ministre» De Broglie dans ses relations.

INTERNATIONAL

nouvelles de palestine occupée

Au Tribunal de Jérusalem.

Au début du mois de décembre, l'affaire du prisonnier politique Zoheir Amira a rebondi. Après avoir passé 3 ans de prison à Naplouse (70-73), il a été tout de suite mis en détention administrative, en 1974. Il s'agit d'emprisonner toute personne, sans aucun jugement. Au mois de juin, un tribunal civil de Jérusalem a ordonné la mise en libération de Zoheir Amira, qui est emprisonné depuis 6 ans, en accusant le ministre de la Défense, Pérès, administrateur des territoires occupés en 67.

Au début de ce mois, Pérès a fait connaitre son avis : *«Zoheir Amira est dangereux pour l'ordre public, son frère est militant dans une organisation palestinienne. Il doit être emprisonné jusqu'à mars 77»*. Ainsi, sous l'occupation sioniste, toute personne jugée dangereuse à l'ordre sioniste peut passer des années entières en prison, sans jugement.

Dans la même période, une autre affaire, celle de l'assassin de Ahmad Dahdoul se poursuit. Ahmad Dahdoul a été arrêté, ainsi que son fils, en mars 76 sur la route de Salfit par des soldats sionistes. Au cours du trajet vers Naplouse et Tulkarm, ces soldats ont assassiné Ahmad Dahdoul. Actuellement, le procès d'un des soldats se poursuit, mais il traîne et risque de n'aboutir à aucun résultat. Pour cette raison, la fille de Ahmad Dahdoul a demandé la création d'une commission spéciale d'enquête sur la mort de son père.

LUTTES CONTRE LES EXPROPRIATIONS

A Ramallah, le Conseil municipal a protesté contre l'expropriation de près de 250 ha. du village de Talouza. Dans ce village, les sionistes ont posé des barbelés autour des terres expropriées pour empêcher les propriétaires d'y venir. Ceux-ci sont déterminés à reprendre leurs terres. Ils ont contacté les villes et villages de Cisjordanie pour riposter à ces expropriations.

A Beit Jala, les paysans expropriés ont envoyé une lettre à Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, pour obliger l'ONU à prendre des mesures concrètes contre les pratiques sionistes.

NAPLOUSE : MEETING IMPORTANT

Un grand meeting a été organisé à Naplouse. Il a regroupé les différentes organisations de masses palestiniennes, associations diverses et les membres du Conseil municipal de la ville pour étudier la situation actuelle dans la ville et dans le reste de la Cisjordanie. Les participants à ce rassemblement ont décidé de porter la lutte dans la période contre les expropriations, contre la TVA israélienne, contre les arrestations et les amendes imposées par les occupants, contre l'interdiction de visiter les prisonniers palestiniens, contre l'intervention des soldats sionistes dan sles bâtiments scolaires. Il a été aussi décidé de contacter les autres villes de la Cisjordanie pour envisager des actions communes dans la lutte contre l'occupation.

GAZA : LA POLICE ISRAELIENNE TERRORISE

Pendant la deuxième semaine de ce mois, la police et l'armée israélienne ont fait plusieurs tournées dans les rues de Gaza, s'arrêtant devant tous les magasins de la ville : les sionistes prenaient le nom de tout commerçant qui n'avait pas écrit en hébreu son nom et son adresse sur la porte de son magasin.

GALILÉE

Un Palestinien a été arrêté le 8 décembre car il détenait des explosifs. Ces explosifs appartiennent à l'armée sioniste.

RAMALLAH

Le tribunal militaire a condamné Khalil Haroub, étudiant à Bir Zeit à 6 mois de prison pour avoir manifesté. Le tribunal a qualifié sa participation à la manifestation d'«acte dangereux». Il a condamné aussi Bassam Al Mabid, habitant de Bir Zeit, à 9 mois de prison, pour appartenance à une organisation palestinienne.

Yomna Al Khalil

PALESTINE

25e JOUR DE GRÈVE DE LA FAIM DES PRISONNIERS PALESTINIENS A ASHKELON

La grève de la faim des prisonniers palestiniens entre lundi dans son 25e jour. Les 370 grévistes de la faim sont nourris de force avec une sonde pour leur faire ingurgiter des liquides à base de lait et d'œufs.

Le gouvernement sioniste a refusé de reconnaître qu'ils étaient *«combattants de la libération de la Palestine»*, ainsi qu'ils l'exigeaient. Il y a au moins 2 500 Palestiniens emprisonnés en Israël pour des «atteintes contre la sûreté de l'Etat», en réalité pour leur combat contre la colonisation de la Palestine et pour l'instauration d'une Palestine indépendante et démocratique.

Le combat des prisonniers palestiniens connaît un soutien large : a Gaza, où se trouve la prison d'Ashkelon, d'importantes manifestations de femmes ont affronté les troupes d'occupation qui quadrillent en permanence la ville, et ont riposté à coups de pierres aux soldats qui tentaient d'empêcher la manifestation. A El Qods (Jérusalem) une manifestation de protestation s'est déroulée devant la mosquée El Aqsa.

Les déclarations de Sadate à la presse

Une tentative pour soumettre la Résistance Palestinienne

«Les fondements d'un règlement devraient être la résolution 242 du conseil de sécurité» affirme Sadate dans une longue interview à la presse américaine. *«Mon point de vue a été et reste qu'il doit y avoir une certaine relation entre les Palestiniens et les Jordaniens dès que l'Etat palestinien sera créé»*.

Quelques jours après avoir longuement rencontré Assad, le président syrien, et décidé avec lui la formation d'un conseil politique commun, Sadate confirme les bases de leur accord qui conduisent à une violente pression sur la Résistance Palestinienne pour la contraindre à limiter ses objectifs à la création d'un mini-Etat palestinien et pour la mettre sous tutelle, tant par la force syrienne au Liban que par le projet de fédération sous l'égide de Hussein de Jordanie. En fin de compte, en se référant à la résolution 242 du conseil de sécurité qui nie les droits nationaux du peuple palestinien, Sadate veut contraindre le peuple palestinien et la Résistance à renoncer à la lutte en échange du mini-Etat étroitement contrôlé par Israël et soumis à Hussein. Les régimes égyptien et syrien escomptent ainsi connaître la paix, un règlement au Proche-Orient. C'est là une base de leur accord né des conséquences de l'invasion syrienne au Liban : *«M. Assad a le droit de n'être pas d'accord»* souligne Sadate lui-même. Sadate propose la présence du Liban à la conférence de Genève lorsque celle-ci s'ouvrira. Est-ce une tentative de refus de reconnaître la tutelle sous laquelle le régime syrien place le Liban ? Grâce à cette tutelle, le régime syrien espère s'affirmer comme le leader face à Israël, ce que ne saurait admettre le régime égyptien.

Liban

• LES FORCES DE DISSUASION ARABE A TYR
• LA CENSURE SYRIENNE A BEYROUTH

1 500 soldats des Emirats arabes unis se sont mis en route pour la région de Tyr, la plus grande ville du Sud-Liban, après les agressions sionistes de la région de Matja Youn. Les soldats font partie de la force de dissuasion arabe chargée de faire appliquer les accords de Ryad. Leurs objectifs ne sont pas encore bien définis, notamment en ce qui concerne les armes lourdes au Sud-Liban. Les fascistes veulent que la force de dissuasion s'empare des armes palestiniennes.

A Beyrouth, le président du syndicat de la presse a annoncé à l'issue d'un entretien avec le président Sarkis, qu'il ne s'opposerait pas à une censure légale. D'autre part, le régime syrien demanderait la suspension définitive des sept journaux occupés par ses troupes. La prise en mains de l'information est l'établissement de plus en plus marqué du protectorat syrien sur le Liban. C'est également une menace directe contre l'expression de la Résistance Palestinienne, dont les principaux organes sont publiés à Beyrouth. Après la liquidation de la liberté de presse au Koweit, le contrôle syrien au Liban pose à la presse palestinienne des difficultés nombreuses pour l'expression du point de vue de la Résistance.

• LES PRODUITS TROPICAUX SERONT MOINS TAXÉS : ***La plupart des pays occidentaux ont accepté de faciliter la commercialisation des produits tropicaux au cours de la séance de l'«accord général sur les tarifs et le commerce» (GATT) qui se tient à Genève, avant même que les négociations s'achèvent sur l'ensemble du commerce entre les pays en développement et les pays occidentaux. Seuls les Etats-Unis ont subordonné ce point à l'issue des négociations.***

• PORTUGAL : ***Le chef d'état-major, Morais da Silva, leader des plus réactionnaires officiers de l'armée portugaise, a démissionné de son poste. De nouvelles élections devraient avoir lieu au sein du «conseil de la Révolution» qui pourraient profiter aux partis de droite, contre le PS. Ils se conforteraient ainsi tout en laissant Soarès se débattre dans la crise économique.***

Turquie

UNE MARCHE CONTRE LES DEUX SUPER-PUISSANCES

Au cours du mois de décembre s'est déroulée en Turquie une marche de quatre jours contre la politique des Etats-Unis et de l'URSS en Méditerrannée. «Non au traité de coopération avec les nouveaux tsars», «Ni les USA, ni l'URSS, la Méditerranée aux Méditerranéens».

Le traité de coopération politique avec l'URSS que doit signer prochainement le gouvernement fait suite à toute une série de pressions de la part des Soviétiques qui utilisent leur flotte de guerre transitant par les Dardanelles pour faire étalage de leur force. Les deux rives de ces détroits qui lient la Méditerranée à la Mer Noire, sont territoires turc, mais les Soviétiques ne respectent pas les accords signés pour leur utilisation.

Par ailleurs, un accord récent portant sur la production d'énergie électrique, fait dépendre l'énergie turque de l'URSS. De l'autre côté, les USA ont installé 25 bases en Turquie, fermées après la guerre de Chypre, ils ont multiplié les pressions en vue de les rouvrir. Ils disposent également du monopole de l'armement turc. La situation de la Turquie est à l'image de toute la Méditerranée : une dispute acharnée des super-puissances au sein de chaque pays pour y conquérir la domination.

INTERNATIONAL

Espagne

DEUX POIDS DEUX MESURES

• Le PCE prépare les élections
• Deux camarades assassinés par la police

En fait, la campagne électorale des révisionnistes avait commencé dès l'arrestation de leur secrétaire général : quelques heures à peine après l'annonce de l'événement, les rues de Madrid étaient déjà pleines d'affiches multicolores réclamant sa libération.

Pendant toute la période qui a suivi, seul le Quotidien ultra «El Alcazar» a vraiment pris pour cible le PCE, rappelant la période où celui-ci dirigeait les maquis anti-fascistes, dans l'immédiate après guerre. Le PCE, quant à lui, préférait rappeler qu'il avait le premier appelé à la «réconciliation nationale».

Dans l'ensemble, les organes d'information ont donné à l'événement une très grande portée, faisant dans les faits une publicité impressionnante au PCE.

Pourtant, les nombreuses manifestations organisées par le PCE n'ont pas eu un grand succès de masses. La plus importante d'entre elles qui a eu lieu à Plaza Puerta del Sol n'a réuni au maximum que 2 000 personnes tandis que les concentrations dans les quartiers qui, logiquement auraient dû être plus larges, n'ont pu rassembler dans le meilleur des cas, que quelques centaines de militants. En fait, le PCE n'a pu mobiliser pour ce qui apparaissait très ouvertement comme une campagne de type électoral, que son immédiate périphérie et une organisation comme la LCR (trotskyste), assez bien implantée dans les facultés.

L'attitude de la police vis-à-vis de ces manifestations a été relativement tolérante.

Le contraste est saisissant de ce point de vue avec la façon avec laquelle ont été réprimées les manifestations pour l'abstention, dirigées par les révolutionnaires.

Angel Almasan, 18 ans, roué de coups par la police lors de la manifestation organisée par le PTE le jour même du référendum, est mort à l'hôpital cinq jours plus tard, à la veille de l'arrestation de Carrillo. Les obsèques qui ont rassemblé 5 000 personnes dans le quartier ouvrier de Vallecas se sont transformées en une manifestation durement réprimée par la police.

A Pampelune, deux jours après les élections, c'est en manifestant pour l'amnistie, lors d'une fête populaire basque qu'un autre jeune, militant de l'ORT, devait trouver la mort, d'une balle de caoutchouc tirée dans la nuque.

Tout cela n'empêche pas l'opposition démocratique bourgeoise de se lancer dans la course aux élections en déclarant comme Marcelino Camacho que la libération de Carrillo *«est une victoire de la réconciliation de tous les Espagnols et de la démocratie»*.

APRÈS LA LIBÉRATION DE CARRILLO : LA DISSOLUTION DES TRIBUNAUX D'ORDRE PUBLIC

Alors que le gouvernement ne laisse espérer qu'un «élargissement» de l'amnistie qu'il se refuse à accorder dans l'immédiat, il a décidé quelques heures après la libération de Carrillo la dissolution des tribunaux d'ordre public (T.O.P.). Cette juridiction militaire avait été mise en place par Franco pour réprimer l'opposition démocratique, en supprimant toute garantie aux accusés.

En particulier, ce sont les T.O.P. qui ont jugé tous les militants accusés de terrorisme depuis le procès de Burgos de 1971, et la plupart des antifascistes emprisonnés actuellement. Les délits contre l'armée continueront d'être jugés par des tribunaux militaires, mais la plupart des affaires qui étaient entre les mains des T.O.P. passent maintenant à la juridiction civile jugée mieux à même d'appliquer la nouvelle politique répressive de la bourgeoisie espagnole.

La dissolution des T.O.P., qui était réclamée par toute l'opposition, en écartant les militaires, enlève aux ultras un de leurs moyens de pression tout en ajoutant une nouvelle pierre à la façade démocratique du régime.

Après son passage par Carabanchel, Carrillo peut maintenant se promener à visage découvert en Espagne. Il n'était pas encore présent à la réunion du comité exécutif de son parti qui a eu lieu quelques heures après sa libération.

Mais, cela n'a pas empêché les dirigeants du PCE de s'occuper de choses sérieuses puisqu'ils ont examiné la question des élections. Du côté du gouvernement, il semble que l'on attendra le resultat de la consultation, pour légaliser le PCE mais celui-ci est maintenant assuré de pouvoir présenter des candidats soit à titre individuel, soit comme membres d'une coalition. De toutes façons,il envisage de présenter des candidats dans les 50 provinces d'Espagne.

Sahara

Des centaines de patriotes libérés par le Front Polisario

Poursuivant son offensive sur le Front sud, l'armée de libération populaire sahraouie a attaqué les troupes mauritaniennes dans la région d'Oum Dreiga, mettant hors de combat plus d'une vingtaine de soldats mauritaniens. Dans le même temps, le Front Polisario a libéré des centaines de patriotes sahraouis, qui vivaient sous la domination des forces d'occupation. Récemment, des guérilléros ont attaqué des soldats marocains, en tuant une quinzaine et immobilisant de nombreux camions. Un communiqué du ministère de la défense de la RASD signale que l'armée de libération accorde la plus grande préoccupation aux populations exposées aux crimes des forces d'occupation, comme elle l'a montré en leur «soustrayant plusieurs centaines de compatriotes dans la région de Boujador». Reçu à Tripoli par le président libyen, le premier ministre de la RASD a déclaré que son peuple était décidé à poursuivre la lutte.

Dans une conférence de presse tenue le 29 décembre, Mohammed Abdelaziz, secrétaire général du Front Polisario a souligné l'importance qu'avait eu, pour la lutte, le 3e congrès, tenu en aout dernier, qui a permis de «faire passer le combat du stade de la défensive au stade de l'offensive». Alors que l'organisation avait permis d'assurer la préservation de la population contre les bombardements et les sévices des forces d'occupation et de les armer pour la lutte, le 3e congrès a permis de fixer de nouveaux objectifs, qui se situent sur 3 plans.

Sur le plan militaire, il s'agit de *«frapper le plus loin, le plus fort possible et à n'importe quel moment»*. Désormais, les troupes d'occupation sont contraintes au retranchement le plus total, et les combattants sahraouis harcèlent sans relâche leurs voies de ravitaillement.

Sur le plan de l'organisation des masses sahraouies, l'objectif est triple : d'abord, *«développer le niveau de politisation par une action de sensibilisation permanente»*. Ensuite, *«favoriser et intensifier la création de petites unités économiques»* dans un but de subsistance, mais aussi de perpétuation des traditions artisanales du peuple sahraoui, il faut également mobiliser les populations pour la construction d'hôpitaux. Enfin, un effort doit être entrepris sur le plan culturel, afin de *«préserver la personalité sahraouie et préparer les jeunes générations... à prendre la relève de celles qui luttent actuellement»*.

C'est sur le plan diplomatique enfin que porte le 3e objectif : à la veille du sommet extraordinaire de l'OUA, le Front Polisario dépêche des missions dans les pays africains et d'autres régions du monde, afin d'obtenir de nouvelles reconnaissances de la RASD.

ARGENTINE

Les forces de l'ordre à la solde de Videla ont assassiné au moins 28 personnes, le 31 décembre, en attaquant des membres du mouvement montonero. Les combats les plus sanglants se sont déroulés dans une banlieue au nord-ouest de la capitale. Au total, ce sont plus de mille personnes qui ont été tuées, en 76, par les policiers argentins. De plus, on a retrouvé plus de 200 cadavres criblés de balles, mutilés, souvent carbonisés, l'hypothèse la plus vraisemblable étant qu'il s'agit de progressistes assassinés par des commandos fascistes.

L'échange de Corvalan

TENSION PCF-PCUS ACCRUE

Le parti révisionniste chilien critique, dans son journal «El Dia», les prises de position du P«C»F à propos de l'échange Corvalan-Boukovski, regrettant d'une part «l'incompréhension manifestée par Georges Marchais... et son bureau politique, dont les déclarations ont été diffusées largement au Chili et ne contribuent pas à la lutte contre le fascisme», glorifiant d'autre part l'Union Soviétique avec un douteux parallèle avec l'attitude que celle-ci aurait eu à l'époque de Mussolini pour tenter d'arracher Gramsci, secrétaire du PCI aux geôles fascistes, s'inspirant «dans l'un et l'autre cas des principes de l'internationalisme prolétarien et de l'humanisme communiste». La «Pravda» du premier janvier reproduit cette déclaration, ce qui est une façon de stigmatiser la politique du P«C»F.

Mais, ces déclarations tant des révisionnistes chiliens que de Brejnev, qui s'efforcent d'accréditer la version selon laquelle, il n'y a pas eu échange, mais victoire, ne sont que de honteuses falsifications.

Marchais et le P«C»F, qui n'ont pu faire autrement que de désapprouver le honteux marchandage de Zurich, révèlent les limites de leur «dénonciation» : ils se retrouvent aujourd'hui sur la défensive, et, ils refusent de reconnaître et de dénoncer le caractère fasciste du régime bourgeois qui a pu prendre l'initiative d'une telle opération. Le P«C»F proteste qu'il s'est félicité de la libération de Corvalan, pour laquelle il a déployé «une grande activité».

• CORÉE DU SUD · NOUVELLE CONDAMNATION POUR KIM CHI HA : ***Le poète Kim Chi Ha a été condamné le 31 décembre à une peine de sept ans de prison pour avoir écrit des articles dénonçant les tortures subies par ses co-détenus. Arrêté en mars 1975, Kim Chi Ha avait déjà été condamné à la prison à perpétuité.***

BERLIN-EST : LE STATUT QUADRIPARTITE EN QUESTION : ***Suite à la décision du ministre est-allemand des affaires étrangères, d'imposer un visa aux étrangers non-allemands pour un voyage d'un jour à Berlin-Est, les trois puissances occidentales concernées par ce qui leur semble une violation du statut quadripartite de Berlin-Est (Amerique, Angleterre, France) vont se concerter à Bonn sur l'attitude qu'elles doivent adopter. En RDA, on a en effet fait savoir qu'il «n'existe plus de statut quadripartite depuis la fondation de la RDA, dont Berlin est partie intégrante». Or cette déclaration unilatérale est contraire à l'accord de 71 sur l'ensemble de Berlin.***

• CARTER : «NOUS DEVRONS FAIRE FACE À DES PROBLÈMES DIFFICILES» : ***Carter, qui doit entrer en fonction le 20 janvier, a déclaré dans son message de nouvel an que «l'année qui commence ne sera pas aisée». Il a appelé le peuple américain à l'aider dans les nouvelles responsabilités qu'il va assumer et a déclaré : «Nous devrons faire face à des problèmes difficiles tant aux Etats-Unis qu'à l'étranger. Mais je suis sûr que 1977 verra un esprit nouveau et une résolution nouvelle... pour mettre fin à toutes les divisions et pour réaliser nos buts».***

L'année 77 sera en effet d'autant plus difficile pour le nouveau président américain qu'il devra prendre rapidement position sur un certain nombre de questions telles que le Moyen-Orient et l'Afrique du Sud, position sur lesquelles il n'a jusqu'ici donné aucun éclaircissement.

DANS NOTRE COURRIER

Une proposition pour la «Sélection du livre»

HISTOIRE D'UN PAYSAN

Chers camarades,

Voici une petite proposition pour «la sélection des livres».

HISTOIRE POPULAIRE

Histoire d'un paysan
1789-1815
par Erckmann et Chatrian
Editions J.J. Pauvert.

Dans deux livres merveilleux, vivants, concrets, faciles à lire, ces deux auteurs populaires racontent comment dans le Nord de l'Alsace et à la frontière de la Lorraine, les paysans, les travailleurs ont préparé les Etats Généraux et établi leurs cahiers de revendications. Ils nous racontent aussi comment la prise de la Bastille a suscité l'enthousiasme chez les pauvres et comment ils en ont profité pour récupérer les titres de dettes que les nobles, évêques et autres exploiteurs dissimulaient dans les coffres de leurs chateaux.

«Les usuriers finissent toujours mal, ils devraient se rappeler que le peuple est quelquefois bien bas, mais qu'il se relève bien vite, et qu'alors leur tour arrive aussi de régler un vilain compte. J'ai vu cela cinq ou six fois dans ma vie, le pays n'avait alors plus assez de gendarmes pour défendre les voleurs. Qu'ils y pensent !»

Cet extrait significatif et encourageant doit inciter ceux des camarades qui ne connaissent pas bien l'Alsace, ou qui en désespèrent quelquefois à lire ce livre plein de tonus révolutionnaire.

Strasbourg

«Longue vie au Quotidien du Peuple»

Camarades,

Mon abonnement d'un mois se termine aujourd'hui. J'ai décidé aussitôt de m'abonner pour un an. En effet, chaque matin, le Quotidien m'apporte à moi, marxiste-léniniste isolé, une analyse marxiste-léniniste des événements au jour le jour. Vous avez, en créant ce quotidien, comblé un vide que des quotidiens comme Libération (qui érige la confusion en ligne politique) n'ont jamais pu remplir et créé un lien et un outil pour tous les marxistes-léninistes de France.

Longue vie au Quotidien du Peuple !

Salutations communistes

R.

Comité création centre de vie culturelle MJC

Comité pour la création
d'un centre de vie culturelle
Secrétariat : JC
rue Alsace-Lorraine
42 400 St Chamond

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
N° 1

Saint Chamond est-il un désert culturel ?

A l'approche des élections municipales, le problème de l'animation culturelle à Saint Chamond occupe la première place de l'actualité. Voici les faits : la municipalité Pinay, qui est en place depuis 1928 avec seulement une petite interruption à la libération, ne se préoccupe guère des problèmes de la jeunesse, des sports, de la culture.

Il y avait autrefois dans cette ville un théatre municipal. Ce théatre a été la proie d'un incendie puis rasé. A son emplacement a été installé un parking.

Comme la ville ne compte qu'un centre socio-culturel de 347 mètres carré pour 40 000 habitants, une salle privée gérée par une troupe de théatre amateur, le Théatre de la Petite Place, faisait office de salle publique. De nombreux spectacles de tous genres étaient accueillis dans cette salle de 400 places et sans aucune censure. Hélas, ce théatre doit céder la place au gymnase d'une école privée. La mairie, alertée par une mobilisation des associations culturelles locales, achète alors un vieux cinéma en faillite, le Rialto et annonce son intention de le placer sous gestion municipale. Comme l'accès à la salle des fêtes municipale est déjà sévèrement réglementé, les animateurs culturels, inquiets, se constituent en un comité pour la création d'un centre de vie culturelle. Le but de ce comité est de populariser la lutte sur le front culturel. Outre les moyens traditionnels (tracts, auto-collants, interventions) le comité édite un journal mural dont deux numéros en forme de timbre, sont sortis à ce jour. De plus, le comité réfléchit sur les modalités d'une éventuelle gestion démocratique de cette salle du Rialto.

C'est qu'en effet l'achat du Rialto n'a rien résolu. Et désormais, il n'y a plus que deux salles de cinéma à Saint Chamond.

Mais ce n'est pas tout. Il y a trois ans disparaissait la troupe de la Compagnie de Saint Chamond. Cette disparition démontrait à chacun l'étendue du malaise. Une rencontre permettait la création d'une commission d'animation culturelle subventionnée par la mairie. Des «journées culturelles» étaient mises sur pied et remportaient un grand succès. Effrayée par ce succès, la mairie suscitaient divers incidents puis finalement par une lettre du 17 novembre 76 annonçait son retrait de la commission. Ainsi, tout le travail accompli depuis trois ans est anéanti. Pire la mairie courcircuite la commission et organise avec l'assentiment de la Comédie de Saint Etienne, un spectacle pour enfants à quelques jours des élections municipales. Quand on sait que cette mairie, l'une des plus réactionnaires de France n'organise qu'un corso annuel démagogue et à but lucratif, il y a de quoi s'indigner.

Mais le comité pour la création d'un centre de vie culturelle entend exercer sa vigilance.

Le secrétariat

UN OUTIL POUR LA LUTTE (Extraits de l'éditorial du N°1)

Pour démonter les mensonges de chaque patron au niveau de l'entreprise, comme de la bourgeoisie dans son ensemble au niveau national, pour pouvoir nous organiser à temps pour riposter aux mauvais coups qu'on nous prépare, il est indispensable que la connaissance de «l'économie» ne soit pas une chasse gardée de nos exploiteurs. Ce bulletin d'informations économiques *«POUR LA LUTTE»* vise à fournir à tous les travailleurs les élements de cette connaissance de la situation économique. Pour y parvenir nous nous plaçons fermement du point de vue des besoins de la lutte, du point de vue des questions que se posent aujourd'hui les travailleurs.

- TABLEAU DE BORD DE LA CRISE
- AUTOMOBILE
- TEXTILE
- BTP
- CITROEN
- RHONE-POULENC
- LE CHOMAGE

Devenez «ABONNÉ-AMI» du Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNE-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- **A un abonnement au choix à :**
  - ☐ Front Rouge
  - ☐ Rebelles
  - ☐ Pékin Information
  - ☐ La Chine en construction
- **Et à un livre ou un disque au choix :**

PARMI LES LIVRES

- ☐ - 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- ☐ - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- ☐ - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
- ☐ - «La Chine de Mao» par Roger Pic
- ☐ - Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- ☐ - L'Antidühring d'Engels
- ☐ - Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- ☐ - Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- ☐ - Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- ☐ - Dansons avec les travailleurs immigrés
- ☐ - Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- ☐ - Les chants de la Résistance Palestinienne
- ☐ - Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

- **Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2e Congrès du PCRml»**
- **Sur présentation de la carte**

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :
La librairie populaire (rue Dugesclin) à Lyon
«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
«Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
«Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
«Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
«Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.

de 15% à la librairie «Le Grand jeu», 20 rue Colbert à Reims

de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :
«La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5e
«Olympic», 10 rue Boyer
«Entrepôt», 7 rue Pressensé
«Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

Abonnement normal	**300 F**	☐
Abonnement de soutien	**500 F**	☐
Abonnement de soutien	**F**	☐

Mode de versement :
En une fois ☐
En trois fois (échelonné sur trois mois) ☐

NOM (en capitales) .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Ville .....

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte n° 7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

LIRE

feuilleton

325 000 FRANCS de Roger VAILLAND

Editions Buchet-Chastel

84e épisode

Je croyais Jambe d'Argent capable de dépenser 300 000 francs dans une nuit, de les jouer et de les perdre, à la rigueur de les donner à trois heures du matin à quelqu'un qui lui rappellerait ce qu'il avait été dans sa jeunesse, mais d'y renoncer devant notaire, jamais.

« Je fais confiance à Marie-Jeanne, s'obstinait à répéter Cordélia. Elle ne m'a jamais menti.

— Vous chuchotez trop souvent.

— Affaires de femmes... »

Elle me rappela notre ancienne conversation :

« Nous sommes comme les boys. Nous avons des secrets qui ne concernent pas les Blancs.

— Précisément. Tu me mens aussi. Tu ne veux pas trahir Marie-Jeanne. »

Nous reprenions les mêmes arguments, je ressentais les mêmes doutes, le débat n'en finissait pas.

Le premier dimanche de mai 1955, le Bressan qui faisait son service militaire, obtint une permission et vint courir le Circuit de Bionnas qu'il gagna; il savait maintenant se servir de son dérailleur.

Nous passâmes le début de la soirée avec lui au *Petit Toulon*. Il n'était pas encore ivre. Cordélia le prit à part et ils eurent une longue conversation. Cordélia parlait avec beaucoup d'animation; elle paraissait poser des questions: il répondait en peu de mots, d'un air embarrassé; il rougit à plusieurs reprises. Il commanda à boire; elle l'empêcha de toucher à son verre. Elle semblait insister et lui se dérober.

« Tu as tout l'air du Grand Inquisiteur », criai-je à Cordélia.

Soudain elle nous appela, Busard et moi.

« Raconte », dit-elle au Bressan.

Il expliqua que c'était lui qui avait donné à Jambe d'Argent les 300 000 francs qui manquaient à Marie-Jeanne. Dans l'heure qui avait suivi, il était parti à bicyclette pour son village, afin d'y dépenser joyeusement, avant d'être *appelé militaire*, les 25 000 francs qui lui restaient. Avait-il demandé un reçu? Bien sûr. Pouvait-il nous montrer le reçu? Il ne savait plus ce qu'il en avait fait; sans doute l'avait-il mis dans le tiroir de la table de ferme, chez ses parents; il cherchera, quand il retournera chez lui. Pourquoi avait-il donné ces 300 000 francs?

« Bernard est mon copain. »

Pourquoi Jambe d'Argent n'en avait-il rien dit?

« Je lui ai demandé de n'en rien dire. Il suffisait que j'aie le reçu. »

Pourquoi avait-il demandé le secret à Jambe d'Argent? Pourquoi s'était-il enfui sans rien dire?

« Ça ne regardait que moi... »

Il s'obstinait à ne pas donner davantage d'explications. Busard le regardait soupçonneusement. Moi non plus, je ne le croyais pas sans réserve.

(à suivre)

sélection livres

***MÉMOIRES de** Louise MICHEL* (Maspéro, 35 F)

***LES DAMNÉS DE LA TERRE de** Frantz FANON* (Maspéro, 16 F)

***AMÉLIE 1 de** Henri KELLER* (la France Sauvage). La vie d'un mineur, au jour le jour.

***LA RÉVOLTE D'AYACHI de** Bernard BAROKAS* (éd. Duculot, 12 F). A l'issue de sa révolte, un jeune immigré marocain prend conscience de la nécessité de s'unir avec les autres immigrés et les travailleurs français.

Jérusalem : la répression quotidienne contre la population arabe

***LE RACISME DE L'ETAT D'ISRAEL** d'Israël* **SHAHAK** (éd. Guy Authier). Professeur à l'université hébraïque de Jérusalem, l'auteur, juif anti-sioniste, dénonce trois caractéristiques de l'Etat d'Israël : racisme, terrorisme et nazisme.

***EN 1990 A VILLE-OVERNEY, C'EST POSSIBLE** de P. SACONNET*. Un livre de «politique-fiction». A commander (en joignant 11 F) à Germinal, 49, rue Carnot, 92100 Boulogne.

***CHANTEFABLES et CHANTEFLEURS de** Robert DESNOS*

***LE DOCTEUR LIBERTÉ** de S. GORDON et t. ALLAN* (éd. l'Etincelle, 35,75 F). La vie du célèbre médecin canadien Norman Béthune, qui mit ses connaissances et ses forces au service des peuples en lutte, notamment en Chine.

***ETOILE ROUGE SUR LA CHINE** d'Edgar SNOW* (Stock)

ENFANT DE L'HIVER de LI XINTIAN (éd. Stock, 30 F) préface de Han Suyin. Comme Haoran, Li Xintian est fils de paysans pauvres,engagé très jeune dans l'Armée de Libération. Il n'eut ni le loisir, ni surtout la possibilité d'aller à l'école, et c'est seulement lorsqu'il fut soldat du peuple qu'il apprit à lire et à écrire. Dans son livre, écrit entre 1961 et 1966, il évoque sa propre vie, son enfance, la période de la Longue Marche. ***«ENFANT DE L'HIVER»*** est un récit d'aventures ; c'est en cela qu'Han Suyin en conseille la lecture pour les jeunes. Un beau livre, riche, simple, chaleureux. Et traduit en un style alerte et familier par Michelle Loi.

LES ENFANTS DE XISHA de HAORAN (Alfred Ebel éd.)

***PIERRES DE L'OISEAU JUIGWEI de** Qiu JIN* (éd. des femmes) «Instruisez-vous, gagnez votre vie, luttez pour la libération du pays !» En ces termes, Qiu Jin, femme et révolutionnaire s'adressait aux femmes chinoises à la fin du 19e siècle.

***L'INTELLIGENCE AU POUVOIR de** Michelle LOI*. Enseignante en chinois et traductrice de nombreux ouvrages, Michelle Loi est une grande amie de la Chine.

Programme télé

LUNDI 3 JANVIER

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Pour les jeunes
19 h 00 - La lune papa
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Mini-chronique
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Comment épouser un millionnaire
22 h 00 - Histoire d'un film
22 h 55 - Journal

A 2

14 h 00 - Les après-midi d'Antenne 2
18 h 00 - Fenêtre sur...
18 h 40 - Au cœur des choses
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - La caméra invisible
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La tête et les jambes
21 h 50 - Alain Decaux raconte - **La bande à Bonnot**
22 h 50 - Journal

FR 3

19 h 45 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Magazines régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Cinéma public - **L'affaire Thomas Crown**
22 h 10 - Journal

le quotidien du peuple

SUR LES DIX GRANDS RAPPORTS -3-

Nous poursuivons ici, la publication du texte inédit de Mao Tse-toung, rédigé en 1956, sur les dix grands rapports. *Dans son discours de clôture de la conférence sur «le mouvement pour que l'agriculture prenne exemple sur Tatchaï», Hua Kouo-feng, président du Parti Communiste Chinois souligne que ce texte a été étudié en détail par les participants de la conférence et sera étudié dans toute la Chine. Ce texte avance* «les concepts fondamentaux de la ligne générale pour l'édification du socialisme suivant le principe quantité, rapidité, qualité et économie» *indique Hua Kouo-feng.*

25 avril 1956
MAO TSÉ-TOUNG

V - Le rapport entre les autorités centrales et les administrations locales.

Le rapport entre les autorités centrales et les administrations locales constitue également une contradiction. Pour la résoudre, nous devons maintenant veiller à étendre un peu le pouvoir des administrations locales, à leur accorder plus d'autonomie et à les autoriser à plus d'activité, à condition de renforcer la direction unique des autorités centrales. Cela nous est plus profitable dans l'édification d'un Etat socialiste puissant. Dans notre pays, qui a un territoire si vaste, une population si nombreuse et des conditions si complexes, deux sources d'initiative, celle de l'administration centrale et celle des instances locales, valent beaucoup mieux qu'une seule. Nous ne devons pas, comme l'Union Soviétique, concentrer tout entre les mains de l'autorité centrale ni exercer un contrôle trop rigide sur les administrations locales, sans laisser aucune marge à leur initiative.

Les autorités centrales veulent développer l'industrie, et les administrations locales aussi. Même les industries relevant directement de l'autorité centrale réclament le concours des administrations locales. Quant à l'agriculture et au commerce, il leur faut, à plus forte raison, compter sur les efforts de celles-ci. Bref, pour imprimer un essor à l'édification socialiste, il est nécessaire de donner libre cours à l'initiative des instances locales. Pour consolider leur pouvoir, les autorités centrales doivent tenir compte des intérêts régionaux.

Actuellement, des dizaines de mains interviennent dans les affaires des administrations locales, et cela rend leur gestion difficile. Un ministère, une fois institué, veut faire la révolution, et pour cela, il émet des ordres. Etant donné qu'il ne convient pas de les adresser aux comités du Parti et aux comités populaires pour les provinces, les ministères contactent directement les départements provinciaux et les bureaux municipaux pour leur donner tous les jours des ordres. Comme on dit que ces ordres viennent de l'autorité centrale, bien que ni le Comité Central du Parti ni le conseil des affaires d'Etat n'en sachent rien, ils exercent une grande pression sur les administrations locales. Il y a un tel flot de formulaires de statistiques à remplir que cela devient un vrai fléau. Cet état de choses doit changer.

Nous devons favoriser un style de travail fondé sur la consultation des administrations locales. Dans la conduite des affaires, le Comité Central s'informe toujours de l'avis des organismes locaux, il ne leur a jamais donné d'ordres à l'aveuglette sans les avoir écoutés. Nous espérons que tous les ministères et les départements dépendant des autorités centrales tiendront compte de cela. Ils devraient consulter les administrations locales sur les affaires qui les concernent, avant d'émettre des ordres.

On peut classer en deux catégories les départements de l'administration centrale. Ceux de la première sont à même d'étendre leur autorité jusqu'aux entreprises, mais les organes de gestion et les entreprises qu'ils ont établis dans les diverses régions doivent être contrôlés par les administrations locales. Ceux de l'autre catégorie ont pour tâche de formuler des principes directeurs et d'établir des plans de travail, et il appartient aux organismes locaux de gérer les affaires et de les régler.

Etablir un rapport correct entre les autorités centrales et les administrations locales, voilà un problème d'une haute importance pour un grand pays et un grand Parti comme les nôtres. C'est un problème auquel certains pays capitalistes prêtent aussi une grande attention. Bien que leur régime diffère foncièrement du nôtre, l'expérience qu'ils ont acquise dans leur développement mérite d'être étudiée par nous. Pour parler de notre propre expérience, le système de grandes régions administratives, que nous pratiquions au lendemain de la fondation de la République Populaire, s'imposait ; cependant, il présentait des défauts que l'alliance anti-parti Kao-jao exploita ultérieurement dans une certaine mesure. Plus tard, il fut décidé d'abolir ce système pour que les provinces relèvent directement de l'autorité centrale, et c'était juste. Mais cela a conduit à la suppression de l'autonomie indispensable des administrations locales, et le résultat n'a pas été tellement heureux. Notre constitution prévoit que le pouvoir législatif est concentré dans l'autorité centrale. Néanmoins, en fonction de la situation concrète et des exigences du travail, les administrations locales peuvent fixer des statuts, établir des règlements et prendre des mesures à condition de ne pas contrarier la politique de l'autorité centrale, et cela n'est nullement interdit par la constitution. Nous avons besoin d'unité. Nous avons besoin aussi de spécificité. Pour édifier un Etat socialiste puissant, il faut assurer à l'autorité centrale une énergie direction unique, avoir un plan et une discipline uniques pour tout le pays. Toute atteinte portée à cette unité indispensable est inadmissible. D'autre part, il faut favoriser au maximum l'esprit d'initiative des instances locales, chaque endroit doit avoir une spécificité qui réponde à ses propres conditions. Cette spécificité n'a rien à voir avec celle du type Kao-kang. Elle est indispensable aux intérêts de l'ensemble et au renforcement de l'unité nationale.

Il y a encore le problème du rapport entre les différentes administrations locales. Il s'agit essentiellement du rapport entre les instances supérieures et les échelons inférieurs sur le plan régional. Si les provinces et les municipalités ont des objections à adresser aux différents ministères, les préfectures, les districts, les arrondissements et les cantons n'en ont-ils pas à présenter aux provinces et aux municipalités ? L'autorité centrale doit veiller à mettre en jeu l'initiative des provinces et des municipalités ; de même, les provinces et les municipalités doivent veiller à faire valoir celle des préfectures, des districts, des arrondissements et des cantons. Nulle part il ne faut imposer des restrictions trop sévères. Naturellement, il convient de dire aux camarades des échelons inférieurs ce qui doit être unifié et de leur faire comprendre que là ils ne doivent pas agir comme bon leur semble. Bref, ce qui peut et doit être unifié, il convient de l'unifier. Mais ce qu'on ne peut et ne doit pas unifier, il ne faut pas en imposer l'unification. Cette autonomie légitime, ces droits légitimes, les provinces, les municipalités, les préfectures, les districts, les arrondissements et les cantons doivent tous en jouir et lutter pour les obtenir. La lutte pour ces droits, en partant des intérêts du pays dans son ensemble et non des intérêts d'une unité particulière, ne saurait être qualifiée de régionalisme, d'esprit d'«indépendance».

Le rapport mutuel entre les provinces et municipalités est aussi un aspect du rapport entre les différentes autorités locales, et il convient de l'établir de manière adéquate. Le principe que nous avons toujours suivi, c'est d'encourager la prise en considération des intérêts de l'ensemble, l'entraide et la concession mutuelle.

Dans le règlement du rapport entre les autorités centrales et les administrations locales et de celui entre les différentes administrations locales, notre expérience est insuffisante, elle n'est pas encore mûre. Nous espérons que vous étudierez et discuterez consciencieusement ce problème et dresserez régulièrement le bilan de votre expérience, pour exploiter les succès et surmonter les défauts.

VI - Le rapport entre les Hans et les minorités nationales.

Notre politique concernant le rapport entre les Hans et les minorités nationales est assez judicieuse et elle a pratiquement l'approbation des minorités nationales. Nous mettons l'accent sur la lutte contre le chauvinisme grand-han. Quant au nationalisme local, il est aussi à combattre, mais, d'une manière générale, ce n'est pas là le point essentiel.

Nos minorités nationales ont une population peu nombreuse, mais elles vivent dans de vastes régions. Du point de vue démographique, les Hans représentent 94 pour cent, c'est-à-dire la majorité écrasante, de la population du pays. S'ils pratiquaient le chauvinisme grand-han et la discrimination à l'égard des minorités nationales, ce serait très mauvais. Or, qui habite la plus grande partie du territoire ? Ce sont les minorités nationales qui occupent 50 à 60 pour cent de la superficie globale. Nous disons que la Chine possède un vaste territoire, de riches ressources et une forte population ; en réalité, ce sont les Hans qui ont une «forte population», et ce sont les minorités qui disposent d'«un vaste territoire et de riches ressources», pour ce qui est du sous-sol du moins, ce sont fort probablement elles qui possèdent de «riches ressources».

Les minorités nationales ont toutes contribué au développement de l'histoire de la Chine. Si la population est forte chez les Hans, cela est dû au mélange de nombreuses nationalités durant de longues années. Dans le passé, les dominateurs réactionnaires, et surtout ceux des Hans, avaient élevé des barrières de toutes sortes entre les différentes nationalités de notre pays et malmenaient les minorités. Il n'est pas facile d'en effacer rapidement les conséquences, même chez les masses laborieuses. C'est pourquoi nous devons développer largement et de façon prolongée, parmi les cadres et les masses populaires, une éducation au sujet de la politique nationale prolétarienne. Il nous faut aussi examiner régulièrement le rapport entre les Hans et les minorités nationales. Un tel examen a été fait il y a deux ans, et maintenant il en faut un nouveau. Si le rapport est anormal, nous devons le réajuster consciencieusement, au lieu de nous contenter de belles paroles.

Il faut étudier attentivement quel système de gestion économique et quel système financier seront mieux adaptés aux régions de minorités nationales.

Nous devons aider sincèrement et activement les minorités à développer l'édification économique et culturelle. En Union Soviétique, le rapport entre la nationalité russe et les minorités est très anormal, cela doit nous servir de leçon. L'air dans l'atmosphère, les forêts sur le sol, les richesses sous la terre sont autant de facteurs importants, nécessaires à l'édification socialiste. Or, tout facteur matériel ne peut être exploité et mis en valeur que par l'intermédiaire du facteur humain. Nous devons établir de bons rapports entre les Hans et les minorités nationales et consolider l'union de toutes nos nationalités, pour conjuguer nos efforts dans l'édification de notre grande patrie socialiste.

(à suivre)